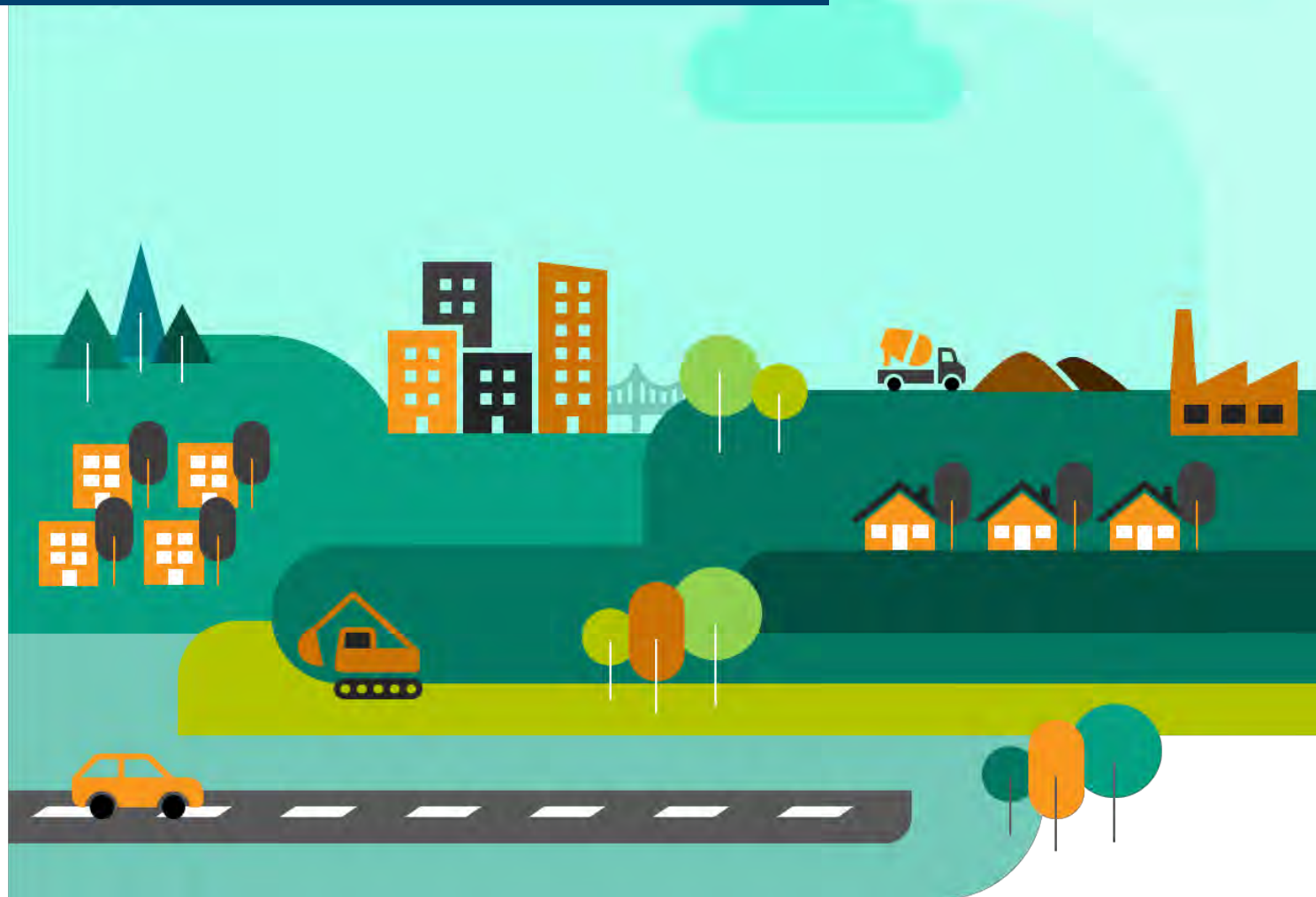


Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIÈRE CONSTRUCTION



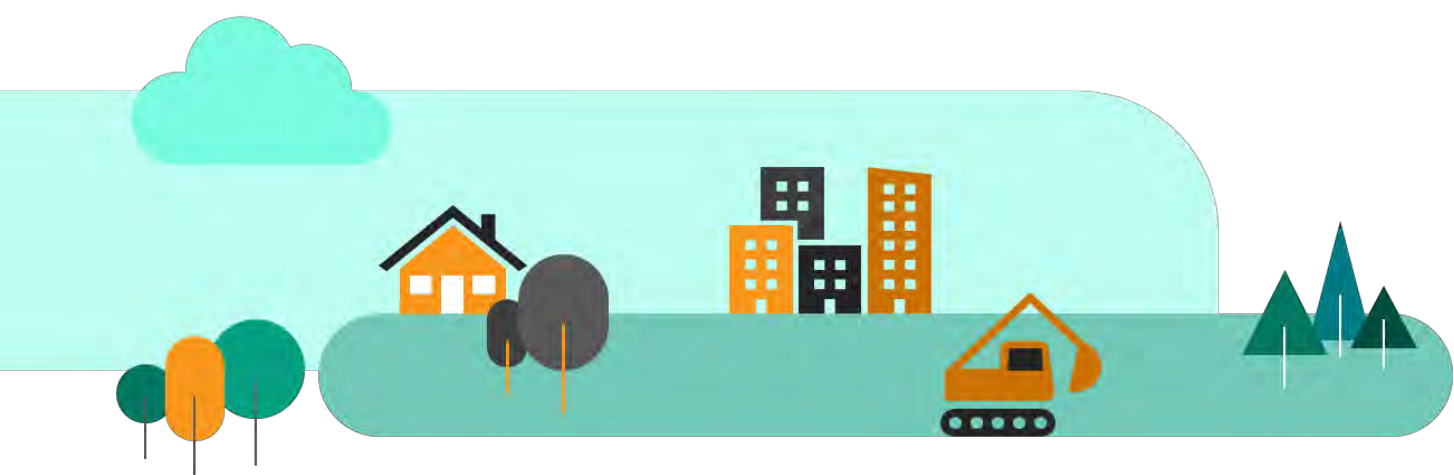
Édition du 10-03-2026

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1	
Autorisations logements	27 700 logts	+10,6%	▲
Mises en chantier logements	20 700 logts	+6,6%	▲
Mise en ventes de logements	5 020 logts	+12,8%	▲
Réservations de logements	5 080 logts	-7,6%	▼
Autorisations locaux	2 478 mill. m²	-0,9%	►
Mises en chantier locaux	1 257 mill. m²	+2,9%	▲
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		-1,8%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+7,1%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+5,0%	▲
BPE	2 708 160 m3	-11,5%	▼
Granulats	16 690 kt	-5,7%	▼
Nombre Appels Offre publiés	4 680 AO	-1,8%	▼
Montant Appels Offre publiés	7,1 Md€	-2,0%	▼
Salariés	117 729 sal.	-1,6%	▼
Intérimaires	11 776 ETP	-6,7%	▼
Dem. d'emplois	19 142 DEFM	-2,5%	▼
Défaillances	1 370 ent.	-12,8%	▼

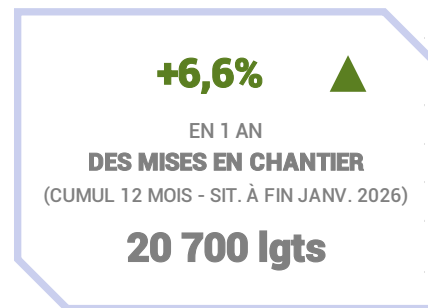
- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin janv. 2026
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin janv. 2026
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2025 comparé au 4e trim. 2024
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2025 comparé au 4e trim. 2024 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 4e trim. 2025 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin nov. 2025
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin nov. 2025
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin janv. 2026
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 3e trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin déc. 2025
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 4e trim. 2025
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 4e trim. 2025



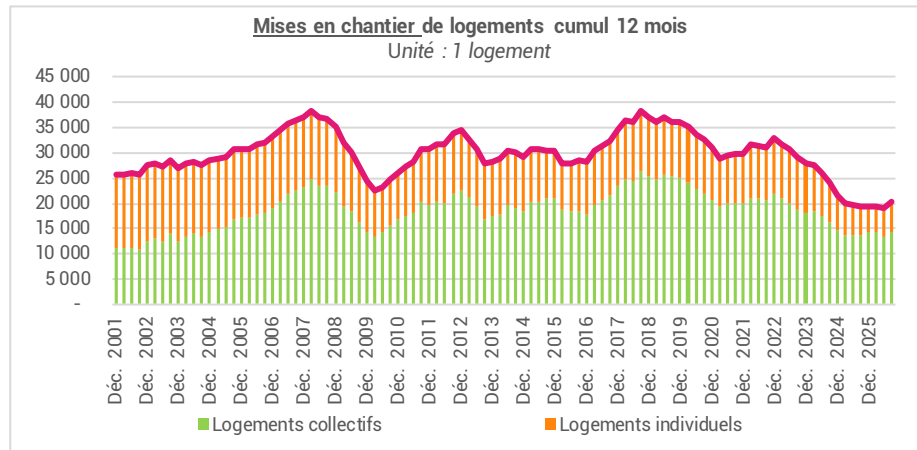
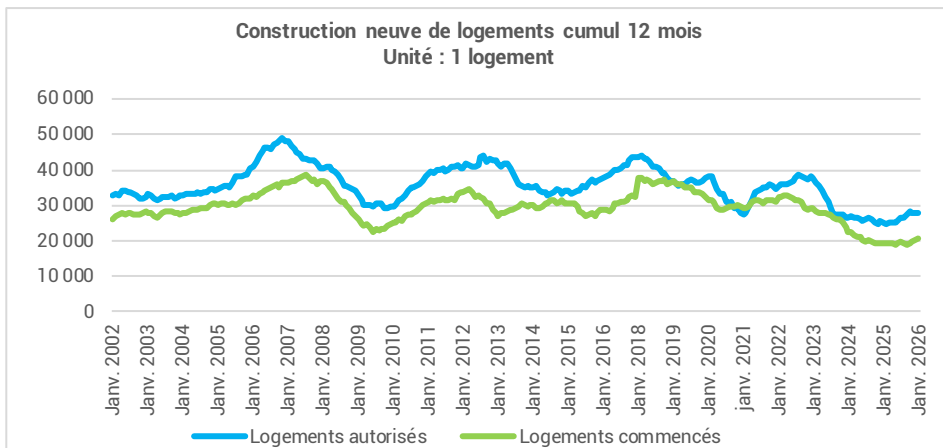
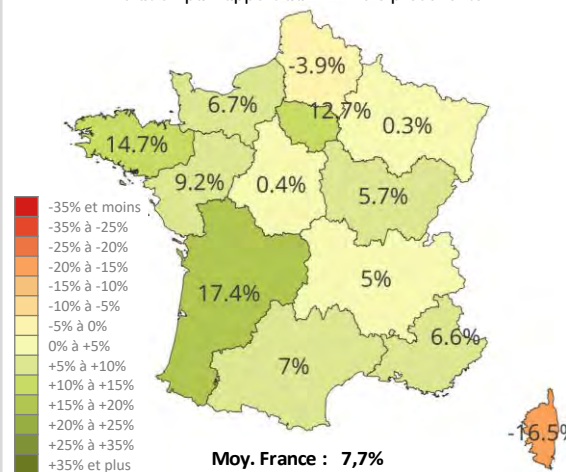


Construction de logements neufs

La construction neuve de logements (date réelle le estimée)	Cumul 12 mois à fin janvier 2026		
	Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	20 700 lgts	+6,6%	▲
Dont individuels purs	4 000 lgts	+11,6%	▲
Dont individuels groupés	2 300 lgts	+25,4%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	14 400 lgts	+2,9%	▲
Total logements <u>autorisés</u>	27 700 lgts	+10,6%	▲
Dont individuels purs	5 100 lgts	+15,6%	▲
Dont individuels groupés	3 000 lgts	+18,2%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	19 600 lgts	+8,3%	▲



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin janv. 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

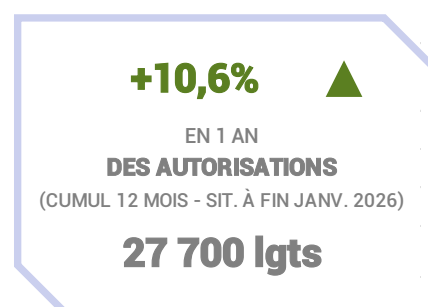
Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

Par ailleurs, le SDES indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier.

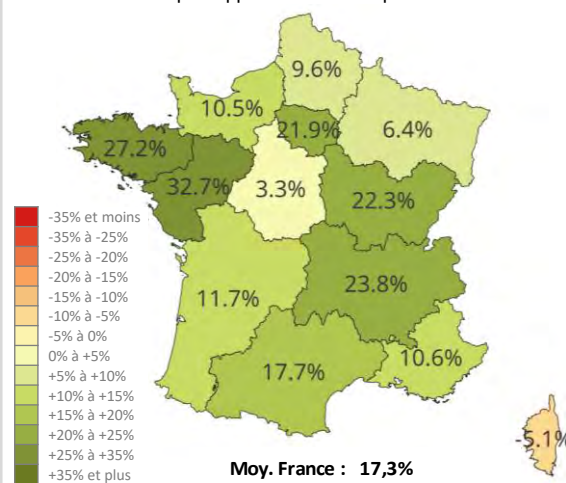
Les logements mis en chantier sont en hausse de + 6,6% en cumul 12 mois à fin janvier 2026 enregistrant 20 700 logements commencés. Cette hausse est portée par l'ensemble des logements, avec notamment une hausse de l'individuel groupé et des logements individuels purs.

On observe exactement la même tendance pour les autorisations avec 27 700 logements autorisés sur les 12 mois à fin janvier 2026, soit une hausse de +10,6% en un an, et ce, pour tout type de logements.

Pour autant, les volumes de mises en chantier et d'autorisations restent bien en-deçà de ce qui était observé par le passé.



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin janv. 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

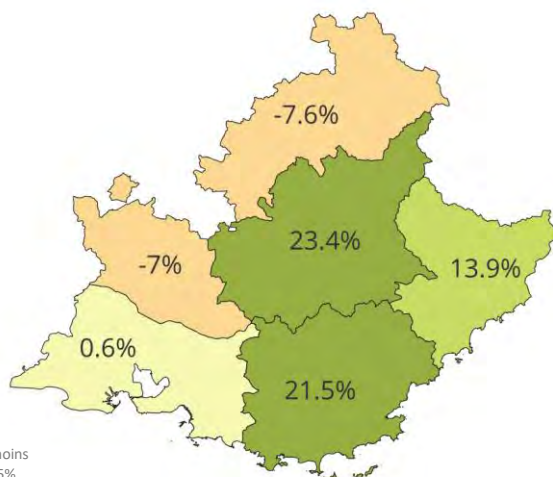
*Service des données et études statistiques



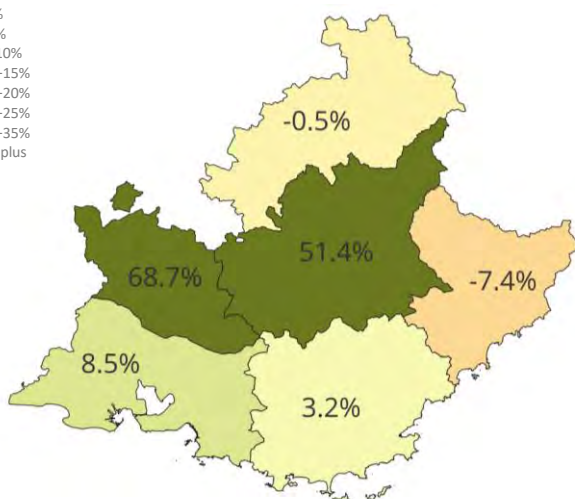
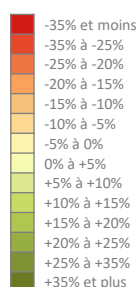


Construction de logements neufs

Logements commencés sur 12 mois glissants à fin janvier 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin janvier 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



La dynamique de la construction résidentielle neuve révèle une reprise contrastée selon les départements. Au niveau des mises en chantier, les **Alpes-de-Haute-Provence**, le **Var** et les **Alpes-Maritimes** affichent une progression notable. Les **Bouches-du-Rhône** affichent une légère hausse. A l'inverse, les **Hautes-Alpes** et le **Vaucluse** enregistrent une chute, illustrant une relance régionale à deux vitesses.

Les **Alpes-Maritimes** illustrent le contraste le plus marqué de la région : elles enregistrent une importante hausse des mises en chantier tout en subissant la plus forte baisse des autorisations. Ce décalage traduit un essoufflement des projets à venir après une phase de rattrapage intense. Le département des **Hautes-Alpes** enregistre également un léger recul des autorisations. À l'inverse, le **Vaucluse**, les **Alpes-de-Haute-Provence**, les **Bouches-du-Rhône** et le **Var** connaissent un net redressement des autorisations, soutenant une dynamique régionale globalement orientée à la reprise mais encore hétérogène.

Note méthodologique : Le SDES, service de statistique publique qui nous fournit les données Sitadel, indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



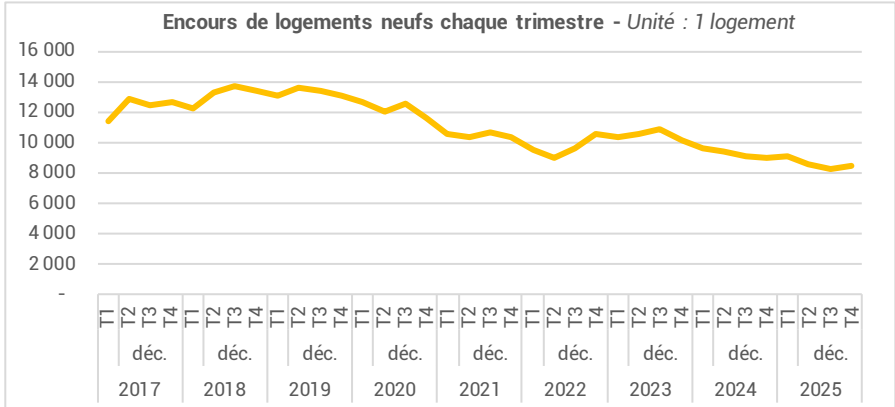
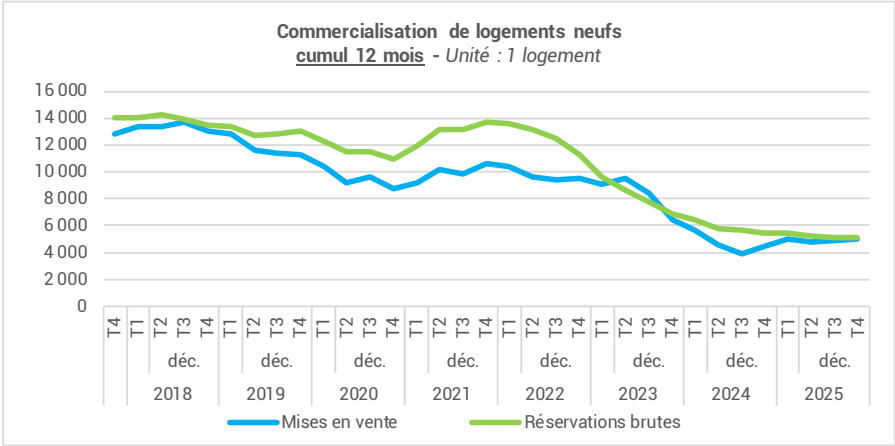
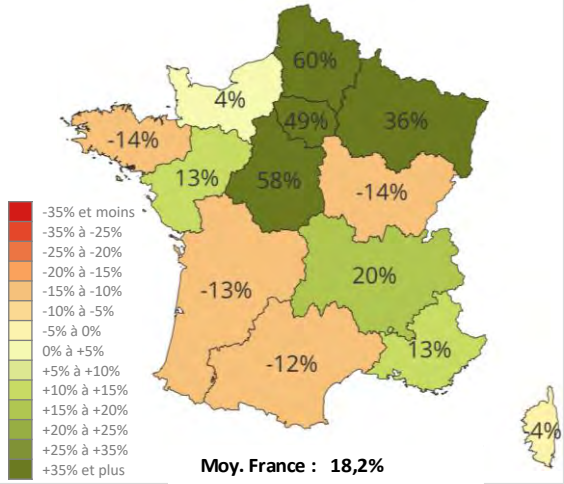


Commercialisation de logements neufs

La commercialisation de logements neufs aux particuliers	4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	5 020 lgts	+12,8%	▲
Dont collectifs	4 790 lgts	+15,5%	▲
Dont individuels	240 lgts	-24,2%	▼
Réservations	5 080 lgts	-7,6%	▼
Dont collectifs	4 790 lgts	-7,4%	▼
Dont individuels	290 lgts	-10,2%	▼
Vente en bloc	6 750 lgts	-5,0%	▼



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin décembre 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

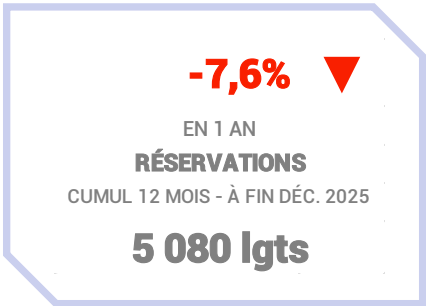
Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

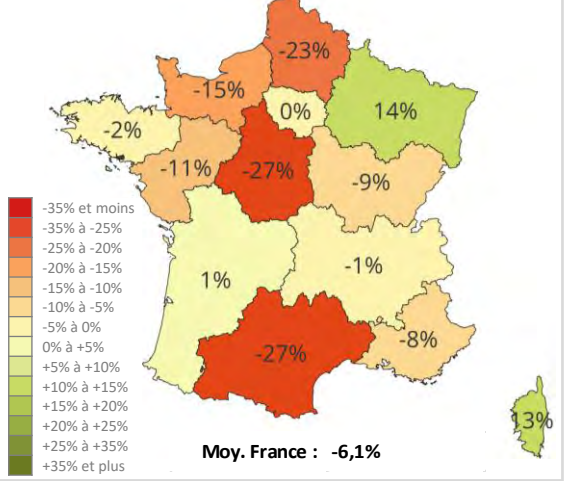
Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

En 2025, le volume de logements commercialisés est à la hausse, porté principalement par le segment collectif (+15,5% au global). Toutefois, on reste loin des volumes commercialisés jusqu'en 2022. De fait, cette hausse des mises en vente peut s'expliquer par le lancement de projets dans les cartons depuis longtemps et qui étaient sur pause face au contexte économique dégradé. D'ailleurs, durant cette période, les promoteurs ont préféré réduire leurs encours avant de lancer de nouveaux programmes.

Malgré cette reprise des mises en vente, les réservations continuent de ralentir : à fin décembre, sur 12 mois, on enregistrait 5 080 réservations, soit un volume encore en baisse de -7,6% en un an. Si la vente en bloc avait permis d'apporter un certain soutien aux promoteurs, celle-ci a également enregistré une baisse de -5% en un an. Elle représente néanmoins plus de la moitié des réservations comptabilisées au cours des douze derniers mois (57%).



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin décembre 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



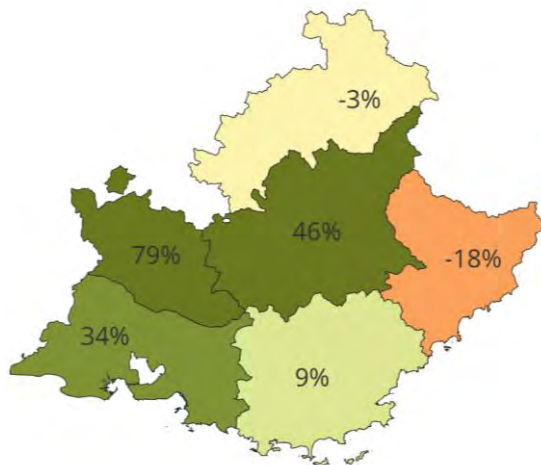
Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques

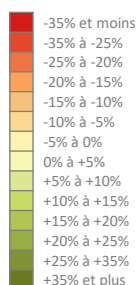
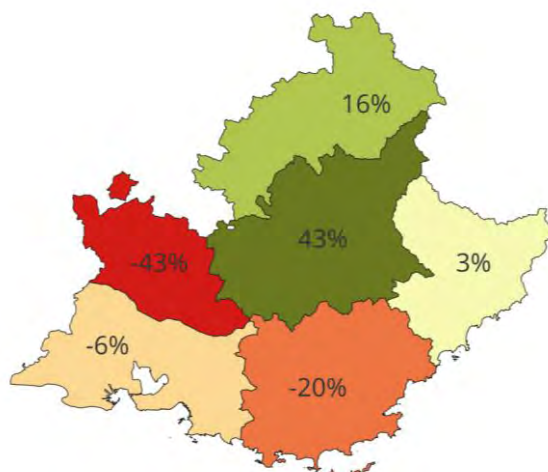


Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin décembre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin décembre 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Le département des **Alpes-de-Haute-Provence** enregistre une progression conjointe des mises en vente et des réservations. Le marché totalise 170 logements commercialisés à fin décembre 2025 en cumul 12 mois. Les commercialisations ont été extrêmement dynamiques post-Covid.

Le marché poursuit sa progression dans les **Bouches-du-Rhône**, qui pèsent 38% de l'activité régionale : à fin décembre 2025 en cumul sur les douze derniers mois, le département a enregistré une hausse de +34% des mises en vente avec 1 880 nouveaux logements. Toutefois, le niveau de comparaison est tellement bas qu'on reste encore loin du niveau de longue période (-46%). D'ailleurs, malgré cette hausse des commercialisations, les réservations ne décollent toujours pas : seulement 1 870 logements ont été réservés, soit -6% sur un an et -58% comparé à la moyenne longue période.

Même dynamique dans le **Var**, qui observe une hausse des commercialisations à fin décembre 2025 en cumul 12 mois (1 310 nouveaux logements) et un recul de -20% des réservations sur la même période, soit -43% sur la période longue.

En **Vaucluse**, le marché du logement neuf enregistre 360 logements commercialisés, soit une progression de +79% en un an et en retrait de -44% par rapport à la moyenne des sept dernières années, et tout juste 210 réservations, soit -43% en un an et -68% sur l'historique.

Dans les **Alpes-Maritimes**, les mises en vente sont en baisse de -18% en un an avec 1 020 logements, un volume qui reste inférieur de -53% au volume moyen des sept années précédentes. On observe une dynamique inverse dans ce département au niveau des réservations. Celles-ci progressent à environ 1 550 logements, soit +3% sur un an. Mais la période de comparaison était tellement basse qu'on reste loin des volumes de référence : -39% comparé à la moyenne longue période.

Même tendance dans le département des **Hautes-Alpes**, qui enregistre une baisse de -3% des mises en vente (270 logements) et une augmentation de +16% des réservations (320 logements), du fait des nombreux lancements de programmes ayant eu lieu post-Covid (même si les réservations restent inférieures de -12% à la moyenne des 7 dernières années).

Note méthodologique : Le SDES, service de statistique publique qui nous fournit les données Sitadel, indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques

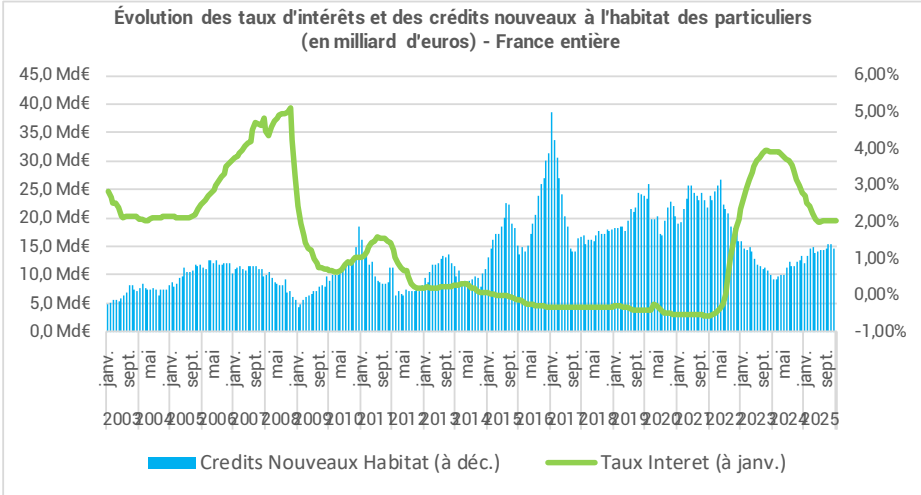




Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat			
Crédits nouveaux à l'habitat (M€)	45 500 M€	+19,4%	▲
Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin déc. 2025)			
Taux d'intérêt (évol. 1 mois) (à fin janv. 2026)	2,028%	-0,02 pt	▼

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



La santé du logement neuf se mesure également avec le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements ; de fait, de début octobre à fin décembre 2025 et sur l'ensemble du pays, 45,5 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en progression de +19,4% en un an. La valeur des crédits nouveaux à l'habitat enregistrés par la Banque de France repart à la hausse depuis le creux de 2023-2024, signe d'une conjoncture qui s'améliore.

La baisse des taux d'intérêts traduit un retour progressif à la normal après plusieurs années de forte volatilité. Cette normalisation a favorisé une reprise de la demande de crédits : à fin janvier 2026, le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affichait à 2,028%, en légère baisse sur un mois.

Prêts à 0% PTZ+	3° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	772	+70,8%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	2 281	+12,0%	▲
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	86	+10,3%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	254	+22,1%	▲

Le prêt à taux zéro est un dispositif de soutien à l'accession à la propriété des ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds en vigueur. Un prêt à taux zéro peut être accordé pour l'acquisition d'un logement ancien à réhabiliter en zone détendue avec gain énergétique, l'acquisition ou la construction d'un logement neuf (appartement ou maison) sur tout le territoire, l'acquisition d'un logement social vendu par le bailleur à son occupant, l'acquisition d'un logement réalisée dans le cadre d'un contrat de location-accession, l'acquisition de droits réels immobiliers dans le cadre d'un bail réel solidaire, l'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat d'accession à la propriété avec un taux réduit de TVA ou encore la transformation d'un local existant en logement.

Au cours des douze derniers mois, le nombre de prêts délivrés a progressé de +13%, tous segments confondus (neuf et ancien). Ce trimestre, on observe une hausse à la fois dans le neuf et dans l'ancien, respectivement de +70,8% et +10,3% sur un an (à fin septembre 2025), très certainement due à la réforme du PTZ ; à partir du 1^{er} avril 2025, le prêt à taux zéro est désormais étendu à tous les logements neufs (qu'il s'agisse d'un projet en habitat collectif ou individuel) sur l'ensemble du territoire français jusqu'au 31 décembre 2027. Par ailleurs, le cumul du prêt à taux zéro est désormais autorisé avec MaPrimeRénov' pour financer une rénovation d'ampleur.

+19,4%

▲

EN 1 AN

CRÉDITS NOUVEAUX À L'HABITAT – FRANCE

CUMUL 3 MOIS - À FIN DÉC. 2026

45 500 M€

Source :
Banque de France

+12,0%

▲

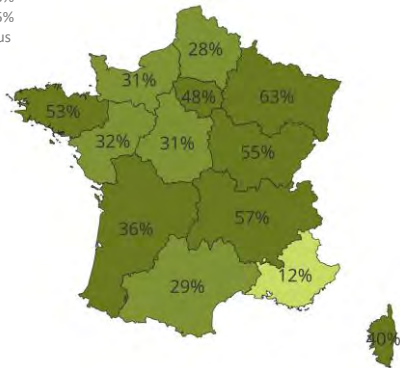
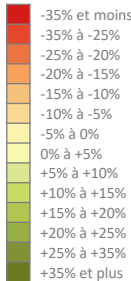
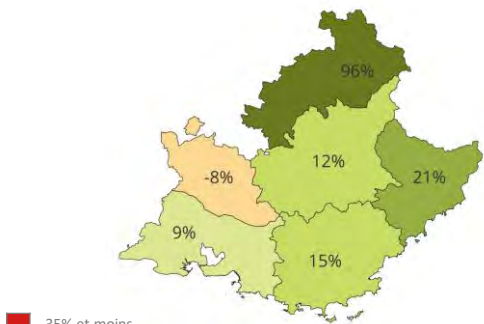
EN 1 AN

PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

CUMUL 4 TRIM. - À FIN SEPT. 2025

2 281 prêts

PTZ+ distribués dans le neuf sur les 12 derniers mois à fin sept. 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Moy. France : 41%

Source :
SGFGAS (données brutes)

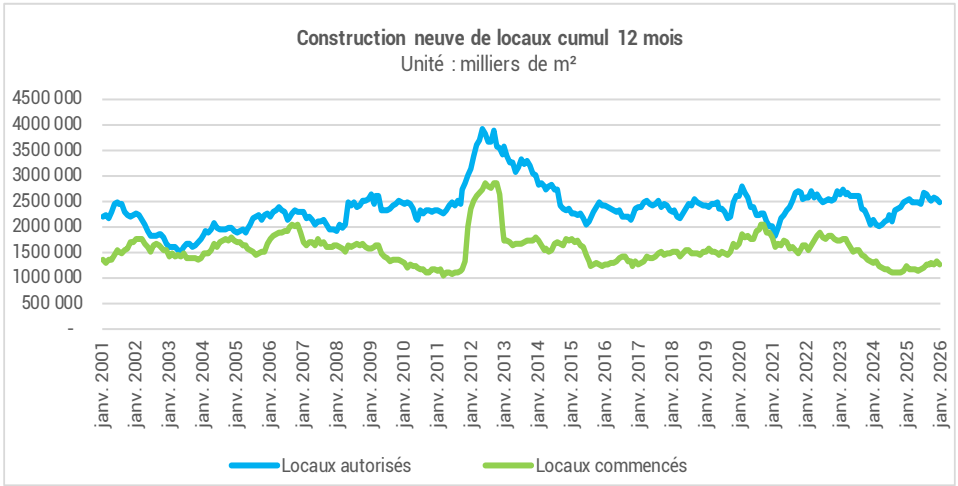




Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin janv. 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 257 mill. m²	+2,9%	▲
Bâtiments agricoles	307 mill. m²	+20,1%	▲
Secteur privé non agricole	700 mill. m²	+0,9%	=
Dont locaux industriels	72 mill. m²	+29,7%	▲
Dont commerces	145 mill. m²	+2,1%	▲
Dont bureaux	170 mill. m²	+40,5%	▲
Dont entrepôts	201 mill. m²	-30,0%	▼
Dont autres locaux	112 mill. m²	+27,2%	▲
Secteur public	251 mill. m²	-8,1%	▼

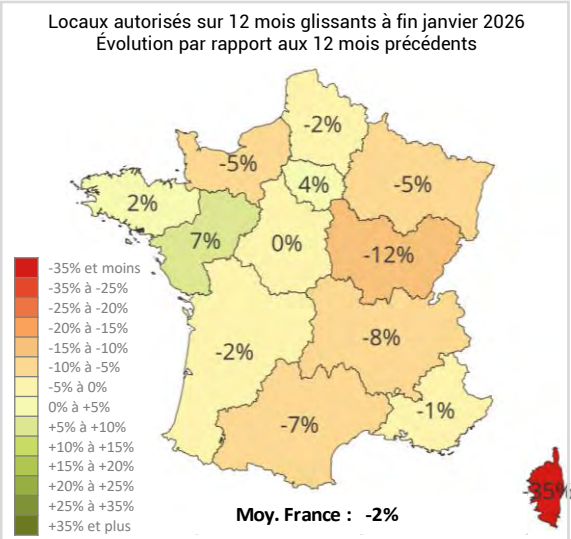
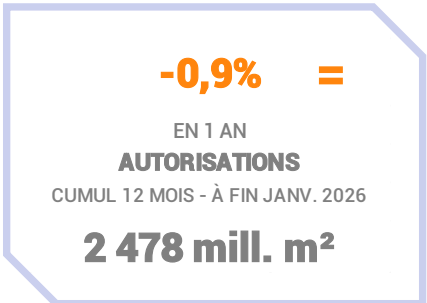
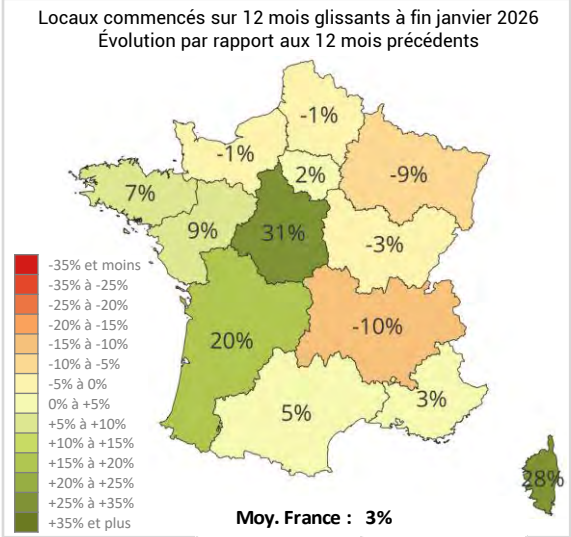
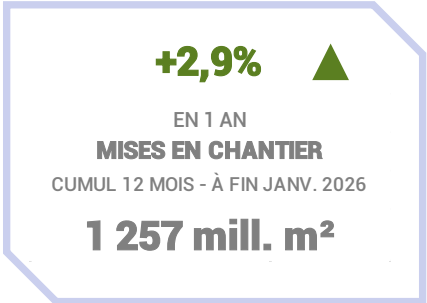
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin janv. 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 478 mill. m²	-0,9%	=
Bâtiments agricoles	542 mill. m²	-17,4%	▼
Secteur privé non agricole	1 462 mill. m²	+1,8%	▲
Dont locaux industriels	334 mill. m²	+106,4%	▲
Dont commerces	266 mill. m²	-3,8%	▼
Dont bureaux	258 mill. m²	-16,6%	▼
Dont entrepôts	400 mill. m²	-23,9%	▼
Dont autres locaux	204 mill. m²	+25,5%	▲
Secteur public	474 mill. m²	+15,8%	▲



Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Le redémarrage de la construction s'observe également sur le segment non-résidentiel : en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en cumul douze mois à fin janvier 2026, la surface de locaux neufs mis en chantier progresse de +2,9% par rapport à un an plus tôt. Cette dynamique s'observe quasiment dans l'ensemble des secteurs, hormis le segment des entrepôts (-30%) ainsi que le secteur public (-8,1%). Le volume des mises en chantier reste cependant peu élevé au regard de l'historique, le rebond se faisant depuis un point historiquement bas.

Les surfaces non-résidentielles autorisées sur les douze derniers mois (à fin janvier 2026) reculent de -0,9% dans la région par rapport aux douze mois précédents. Cette baisse des permis autorisés s'observe dans le segment des bâtiments agricoles alors que le secteur privé non agricole et le secteur public affichent une progression.



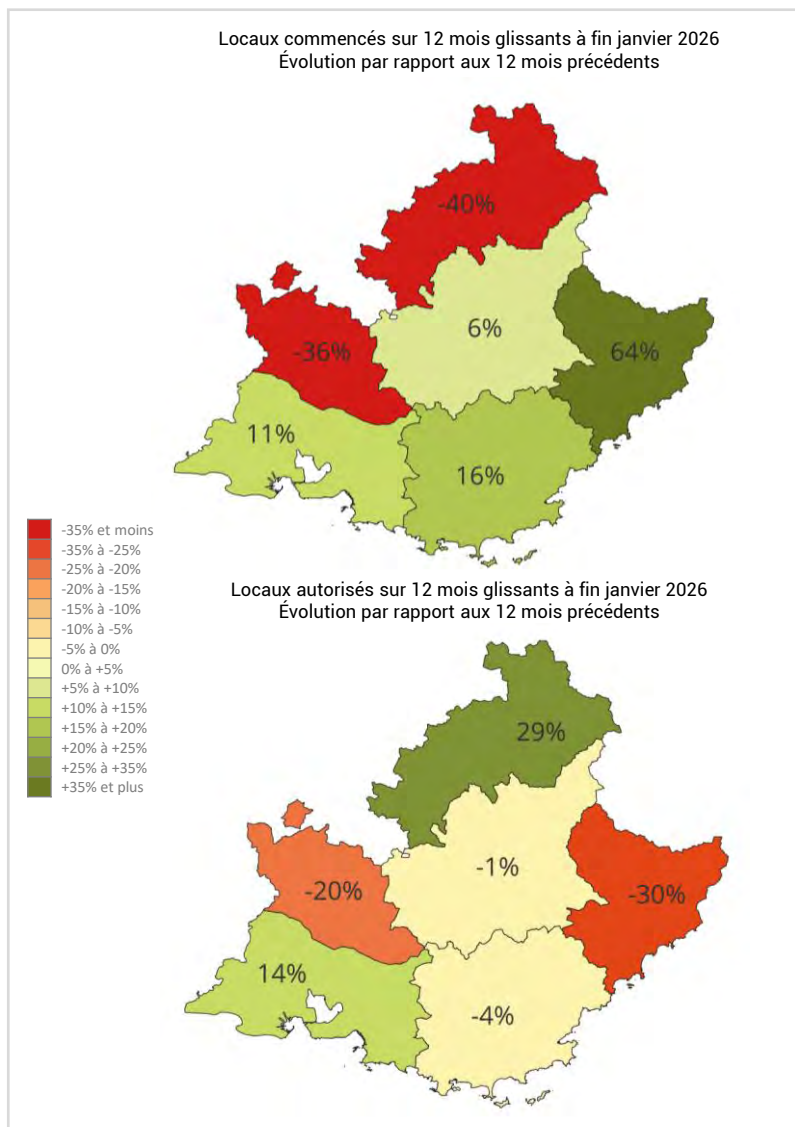
Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de locaux neufs



A fin janvier 2026, la reprise de la construction non-résidentielle reste inégale à l'échelle régionale : elle progresse dans les **Alpes-Maritimes**, le **Var**, les **Bouches-du-Rhône**, et les **Alpes-de-Haute-Provence**. En revanche, les ouvertures de chantier reculent considérablement dans les **Hautes-Alpes** et le **Vaucluse** (-40% et -36%).

Du côté des autorisations, une progression est observée dans les **Hautes-Alpes** (+29%) et les **Bouches-du-Rhône** (+14%). En revanche, dans les **Alpes-Maritimes** et le **Vaucluse**, la baisse des autorisations est particulièrement marquée (-30% et -20%), tandis que le **Var** et les **Alpes-de-Haute-Provence** sont également en recul, mais dans une moindre mesure (-4%) et (-1%).

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques

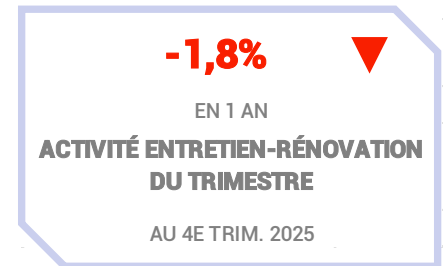
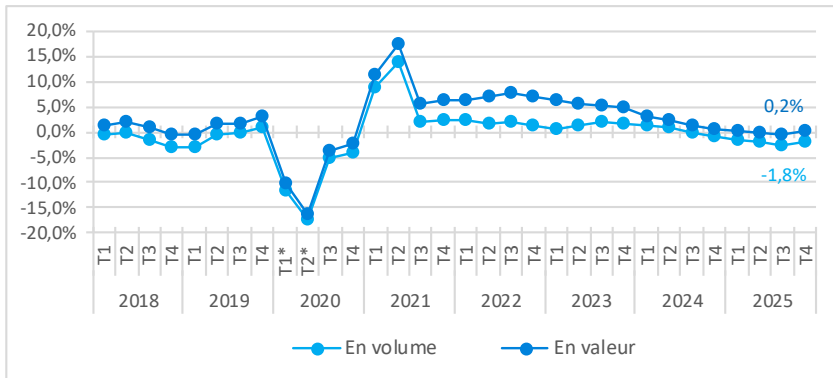




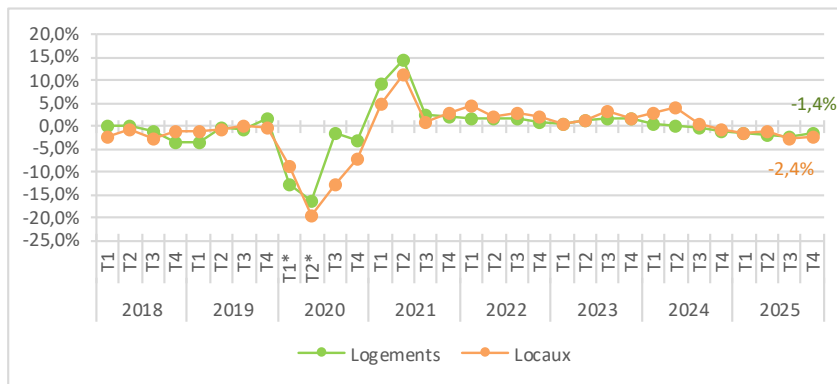
Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global

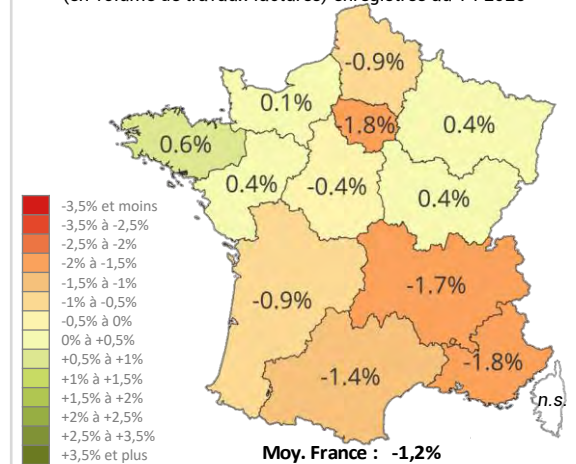


Par segment de marché

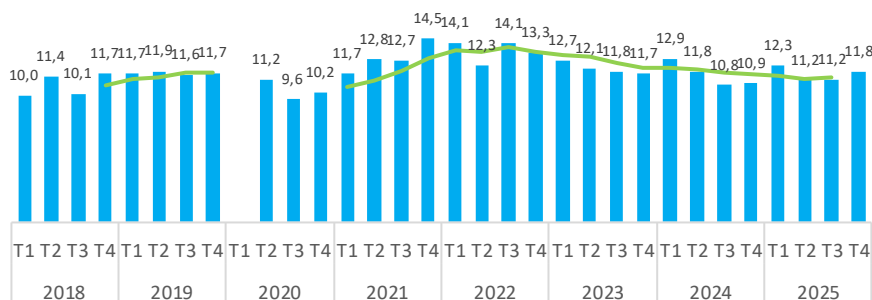


* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T4 2024 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T4 2025



Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commande en entretien-rénovation – Unité : 1 semaine



L'activité entretien-rénovation recule de -1,8% en volume de travaux facturés au 4^{ème} trimestre 2025 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur, sixième trimestre consécutif de baisse.

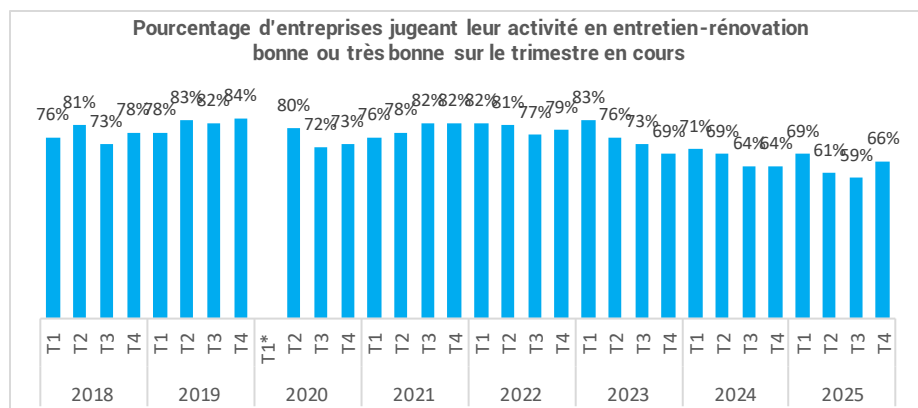
Les carnets de commande en entretien-rénovation se maintiennent en Provence-Alpes-Côte d'Azur : les entreprises Bâtiment de la région comptabilisent 11,8 semaines de travail garanties à fin décembre 2025, au même niveau qu'il y a trois mois.

Source :
Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

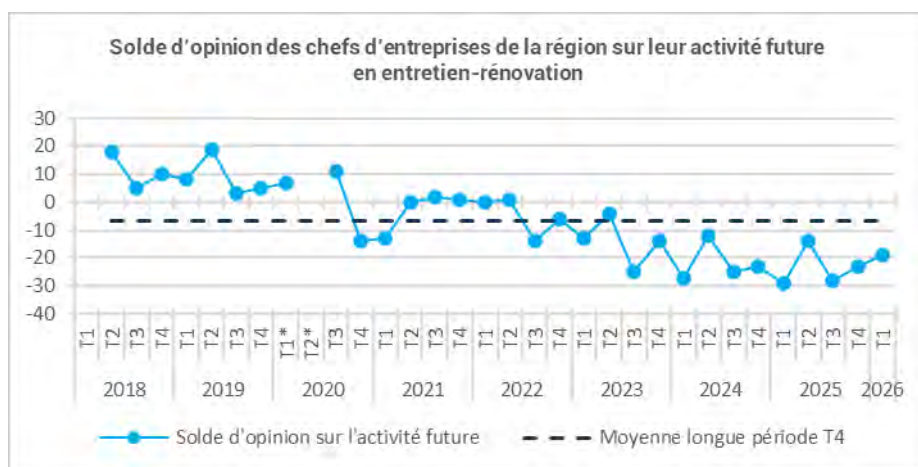




Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



66%
**DES ENTREPRISES JUGENT LEUR
ACTIVITÉ EN ENTRETIEN-
RÉNOVATION BONNE OU TRÈS
BONNE**
AU 4E TRIM. 2025
+7 pts
EN 1 TRIMESTRE



-19
**SOLDE D'OPINION DES CHEFS
D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ
ENTRETIEN-RÉNOVATION DU
PROCHAIN TRIMESTRE**
AU 4E TRIM. 2025
+4 pts
ÉVOL. 1 TRIM.

Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

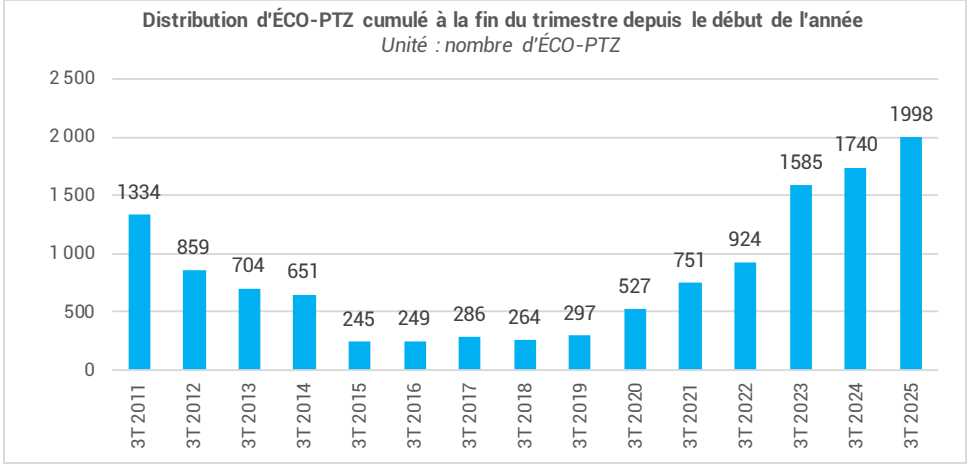
66% des entreprises Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 4^{ème} trimestre 2025. Le niveau de satisfaction baisse (+7 points par rapport au trimestre précédent). Même en période de confinements, les entreprises du Bâtiment de la région étaient plus satisfaites de leur activité.

Les perspectives d'activité future s'améliorent légèrement pour les entreprises du Bâtiment de la région. Malgré un contexte d'activité en berne et de baisse des prises de commandes, le solde d'opinion progresse de +4 points ce trimestre par rapport au trimestre précédent, même s'il reste largement en-dessous de sa moyenne longue période.



Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3° trimestre 2025 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	37,74 M€	+16,3%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 998 ÉCO-PTZ	+14,8%	▲



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement ou qu'ils le mettent en location, et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : sur les trois premiers trimestres de l'année 2025, 1 998 prêts ont ainsi été accordés dans la région.

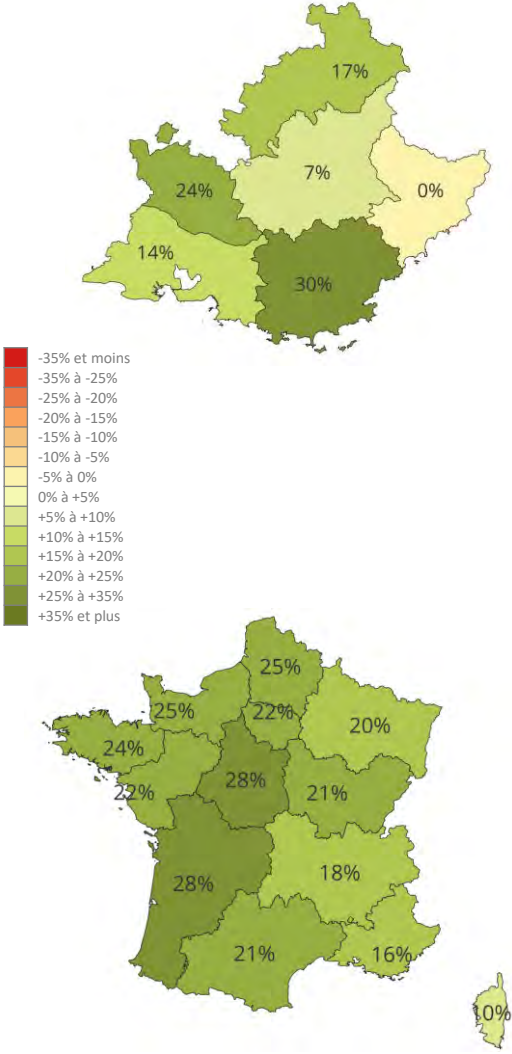
+16,3%



DE JANVIER À FIN DU 3° TRIM. 2025
**DU VOLUME DE TRAVAUX
RÉALISÉS**
ECO-PTZ - EVOLUTION 1 AN

37,74 M€

Volume de travaux réalisés avec un éco-PTZ de janvier à fin septembre 2025 – Évolution par rapport au cumul de janvier à septembre 2024



Source :
SGFGAS (données brutes)

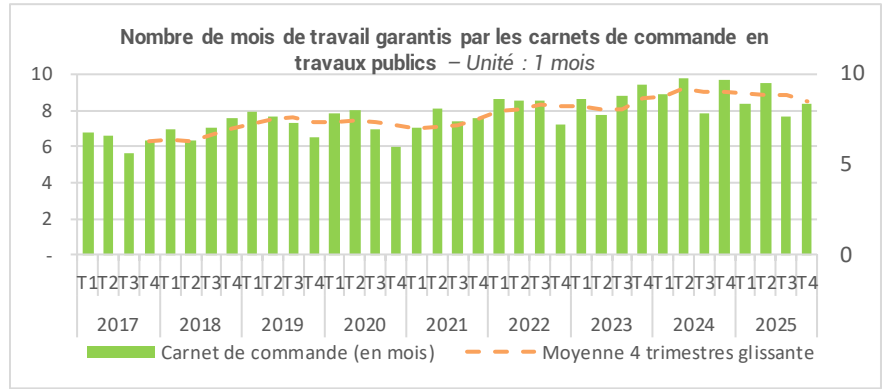
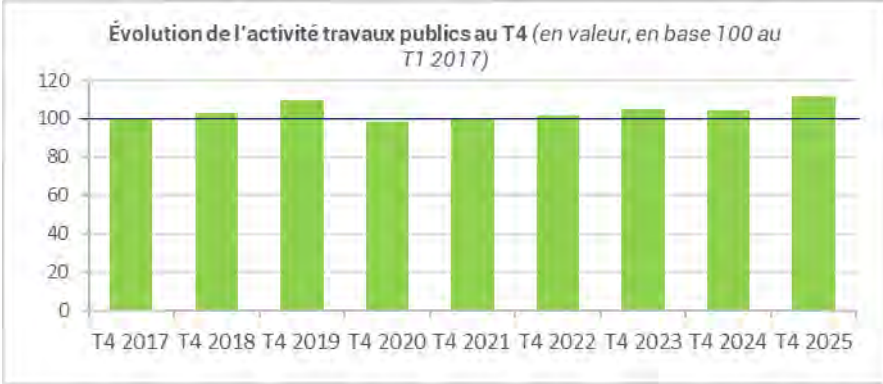
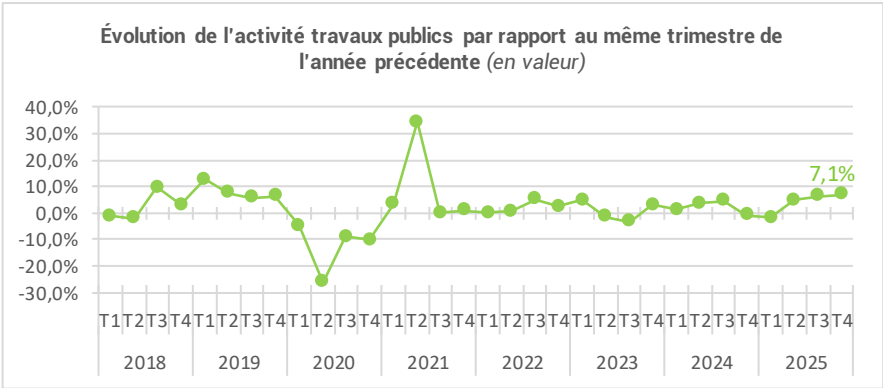




TRAVAUX PUBLICS

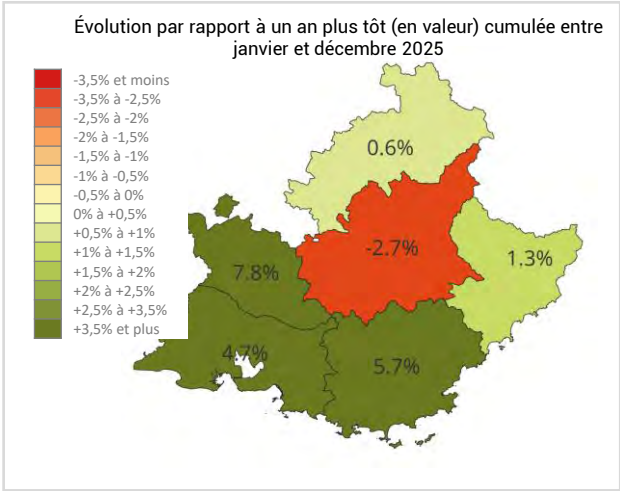
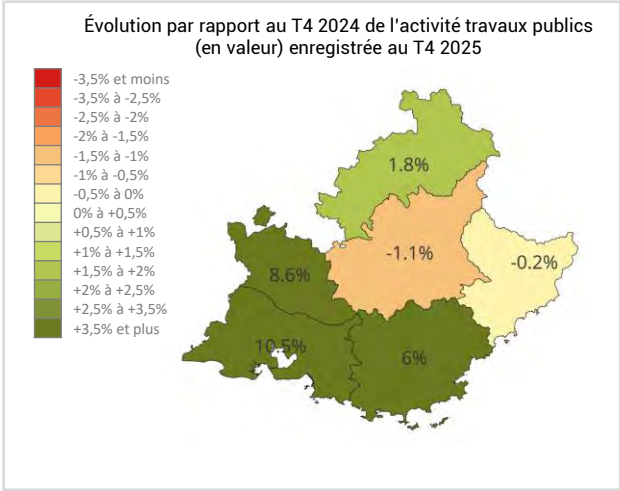
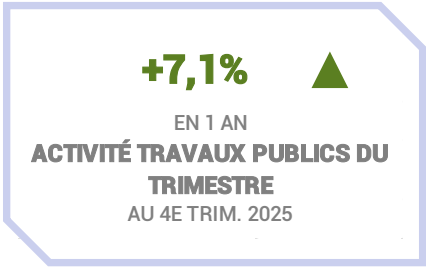
Activité Travaux Publics

L'activité dans les Travaux Publics au 4e trim. 2025	Évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T4 2024		Évol. en valeur du CA cumulé depuis le début de l'année		Niveau du carnet de commande et évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T4 2024	
Ensemble	7,1%	▲	5,0%	▲	8,4	▼
Terrassement	1,8%	▲	4,3%	▲	7,2	▼
Route	15,8%	▲	8,7%	▲	6,8	=
Canalisateurs	7,8%	▲	3,9%	▲	6,8	▼
Génie civil	-1,4%	▼	1,7%	▲	12,7	▼
Travaux Electriques	7,2%	▲	5,0%	▲	8,0	▼
Autres travaux	2,2%	▲	1,6%	▲	9,7	▲



L'activité Travaux Publics poursuit sa progression ce dernier trimestre de l'année 2025, affichant une augmentation de +7,1% du chiffre d'affaires (en valeur, en comparaison à un an plus tôt) et laissant le bilan annuel à +5%. Tous les corps de métiers sont dans le positif en cumul depuis le début de l'année.

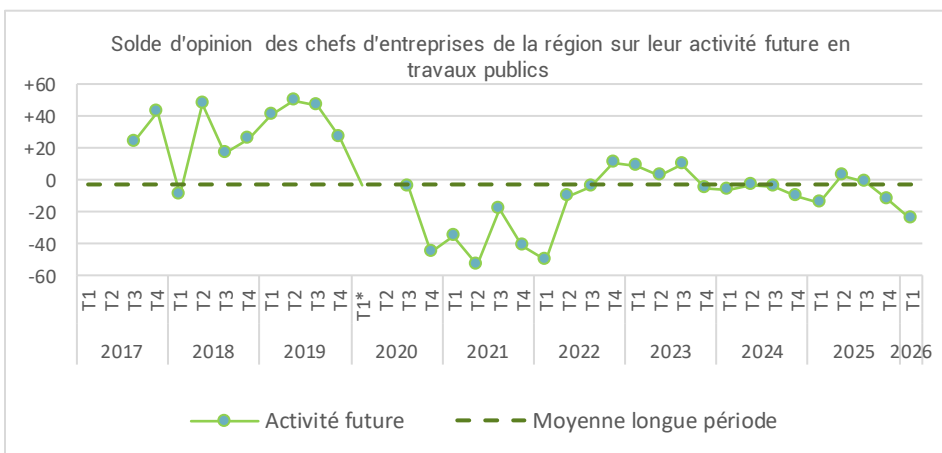
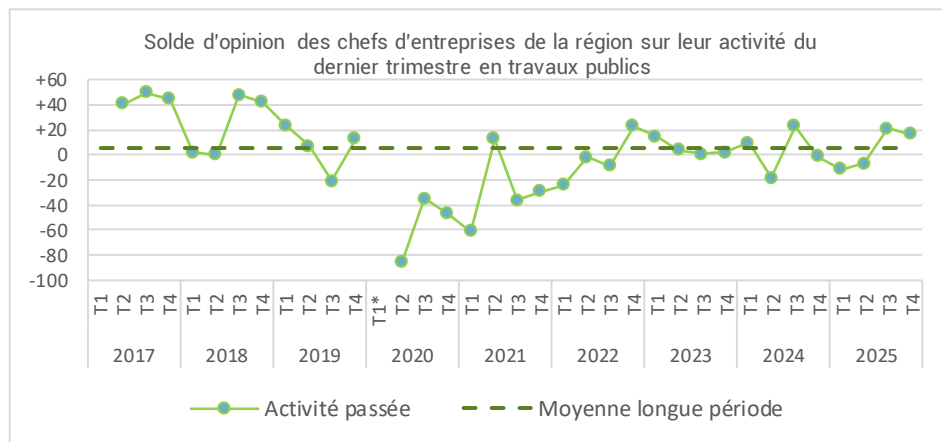
Ce trimestre, les prises de commande ont baissé comparé à l'an passé dans la région, avec 8,4 mois de travail garanti à fin décembre 2025.





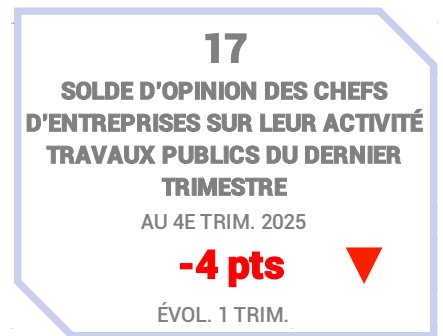
TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises

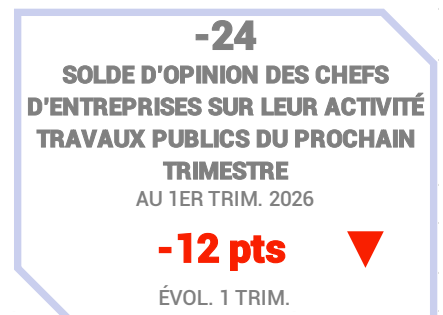
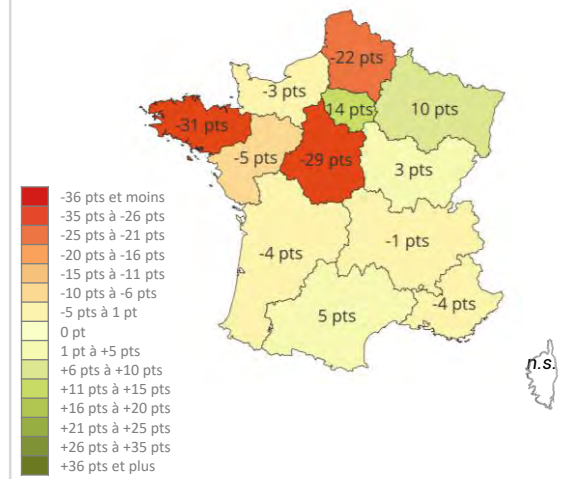


Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

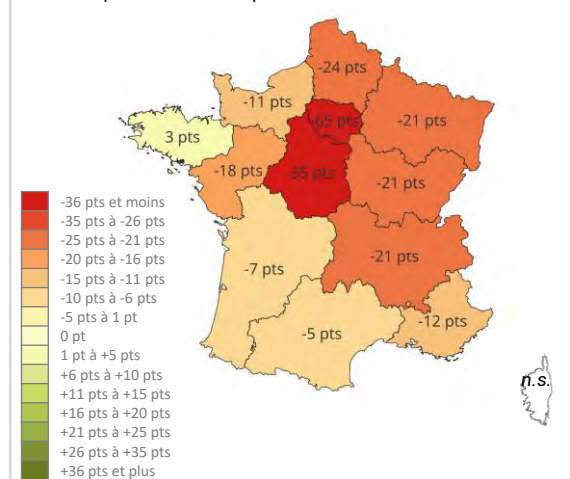
La vision des chefs d'entreprise sur leur activité récente est positive, avec un solde d'opinion à +17 (-4 points en un trimestre). En revanche, la vision de ces mêmes chefs d'entreprise pour les mois à venir se dégrade : -12 pts de perdus entre le 4^{ème} trimestre 2025 et le 1^{er} trimestre 2026, le solde d'opinion reste en négatif.



Évolution par rapport au T3 2025 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T4 2025



Évolution par rapport au T4 2025 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T1 2026

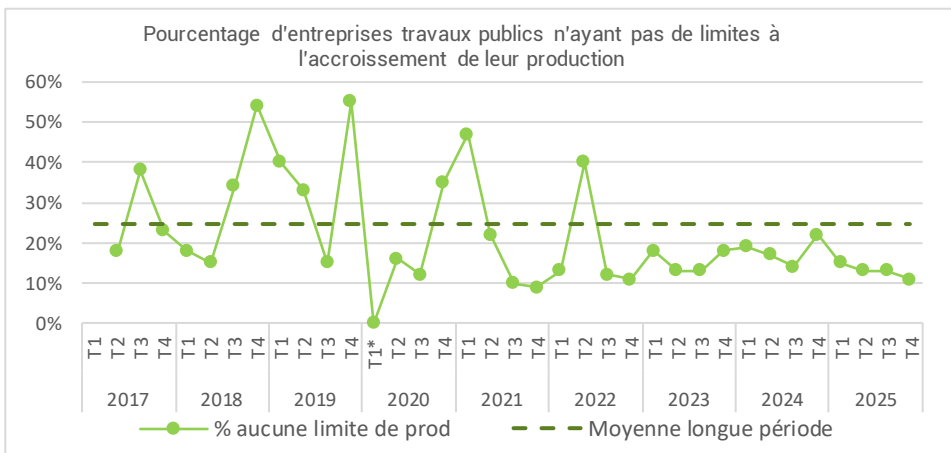


Source :
Enquête trimestrielle FNTF/INSEE





Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	4° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	11%	-11 pts	▼
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	53%	-3 pts	▼
Insuffisance en personnel	24%	+1 pts	=
Contraintes financières	22%	+14 pts	▲
Conditions climatiques	12%	+3 pts	▲
Insuffisance de matériel	0%	-1 pts	=
Autres facteurs	4%	+3 pts	▲



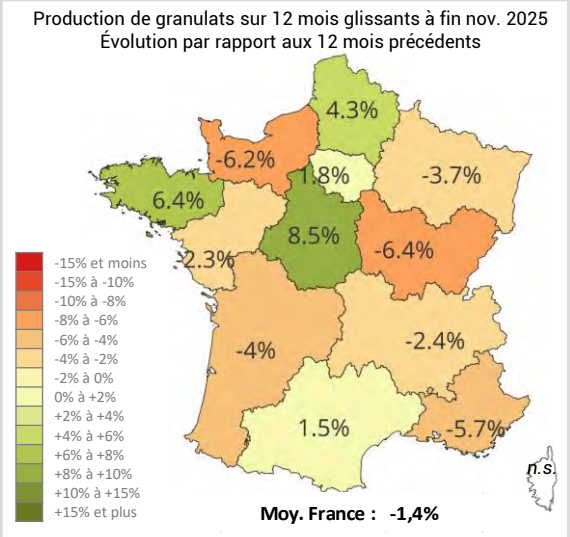
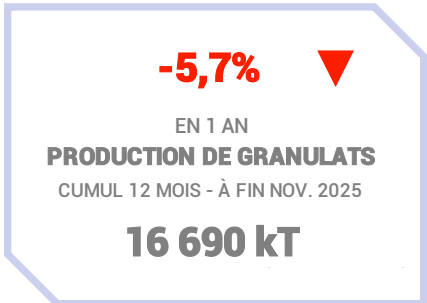
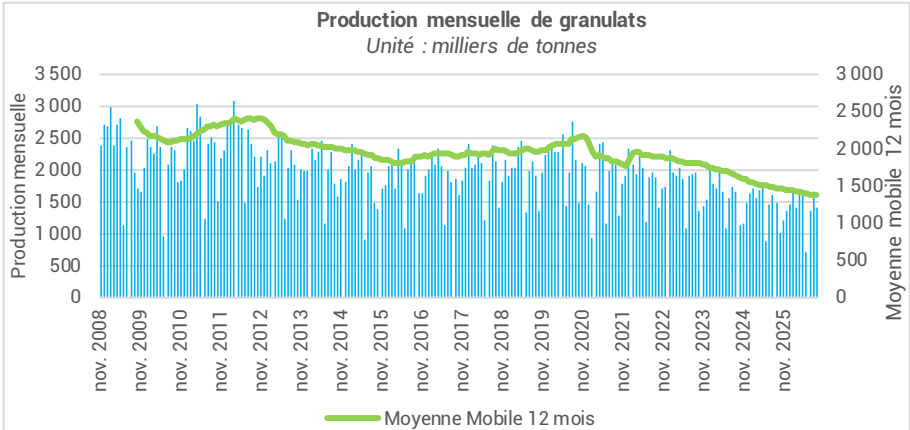
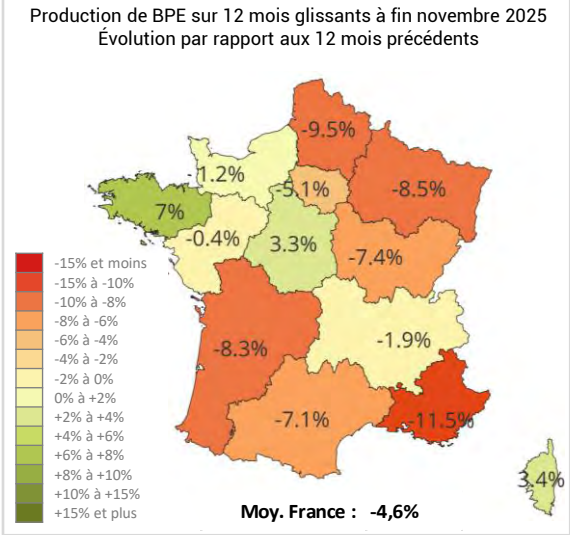
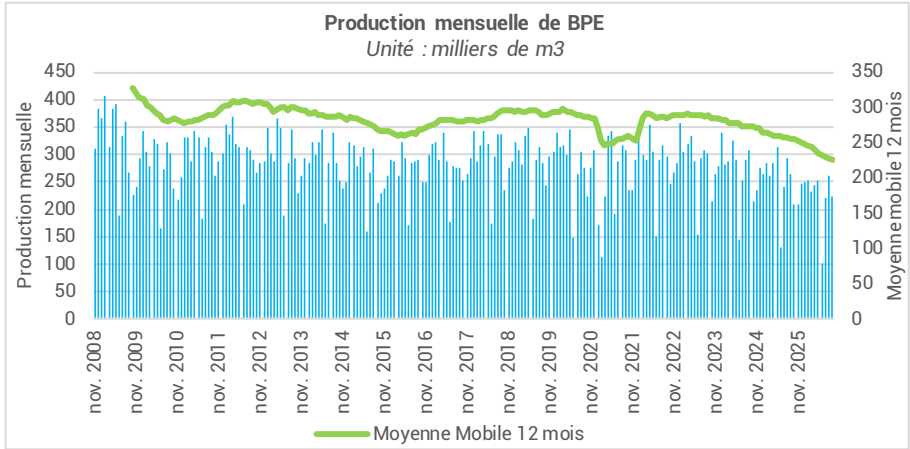
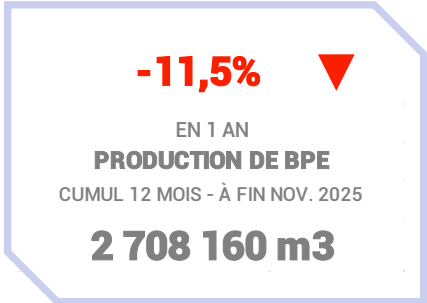
15



INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en nov. 2025	223 610 m3	-15,1%	▼
Prod. de Granulats en nov. 2025	1 414 m3	-4,5%	▼
Production cumul 12 mois			
Production de BPE entre déc. 2024 et nov. 2025	2 708 160 m3	-11,5%	▼
Production de Granulats entre déc. 2024 et nov. 2025	16 690 kt	-5,7%	▼



Malgré un redémarrage de la construction, la production de béton prêt à l'emploi, premier maillon de la chaîne de valeurs, reste en repli : le volume livré s'affiche en effet en baisse de -11,5% sur les douze derniers mois (à fin novembre 2025) par rapport aux douze mois précédents. De fait, si la progression des mises en chantiers est visible dans la région, cela ne se traduira qu'à plus long-terme pour la production de BPE, cette dernière se faisant tout au long de la construction et non immédiatement au lancement du chantier. Ainsi, si l'activité BPE reste morose, la légère amélioration du rythme constructif laisse espérer un futur redressement de la livraison de BPE, ou du moins un arrêt de la baisse.

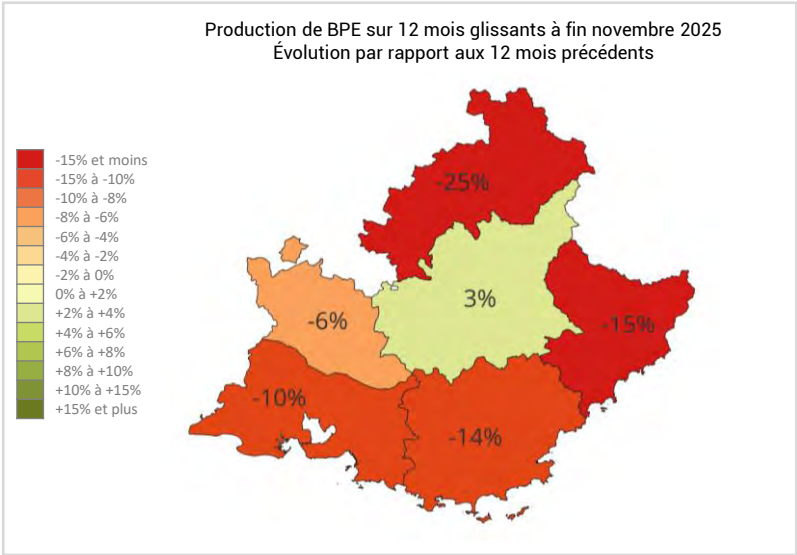
Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats a chuté de -5,7% sur la période de décembre 2024 à novembre 2025 par rapport à un an plus tôt. Mais cela s'explique aussi sans doute par l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires.

Sources :
UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment
(données brutes, non cvs, non cjo)





Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



Comme au niveau régional, la production de BPE est en recul dans l'ensemble des départements à l'exception des **Alpes-de-Haute-Provence** sur les douze derniers mois à fin novembre. Ce repli général se poursuit, malgré le redémarrage progressif de la construction neuve, qui devrait à terme soutenir la demande en béton prêt à l'emploi.

La baisse la plus marquée est observée dans le département des **Hautes-Alpes** qui affiche un repli de -25%, traduisant un essoufflement net des chantiers après plusieurs années de dynamisme post-Covid. Les départements des **Alpes-Maritimes** (-15%), du **Var** (-14%), des **Bouches-du-Rhône** (-10%) et du **Vaucluse** (-6%) connaissent également des baisses importantes.

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)



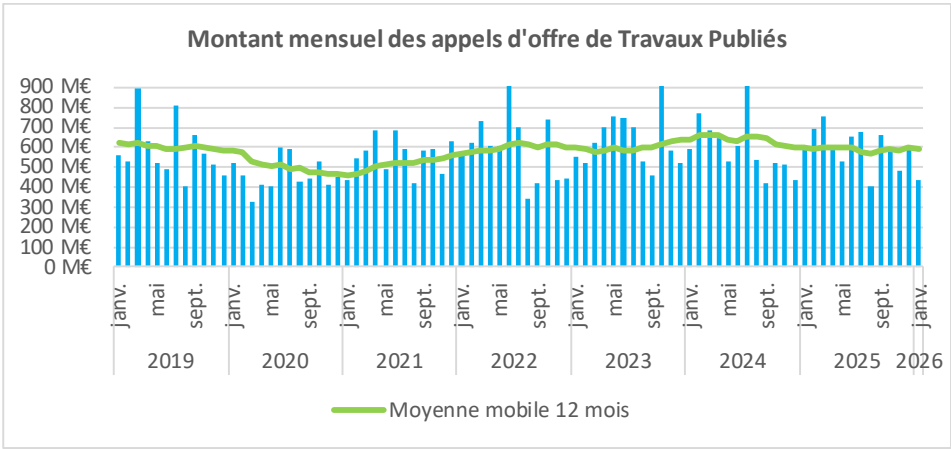
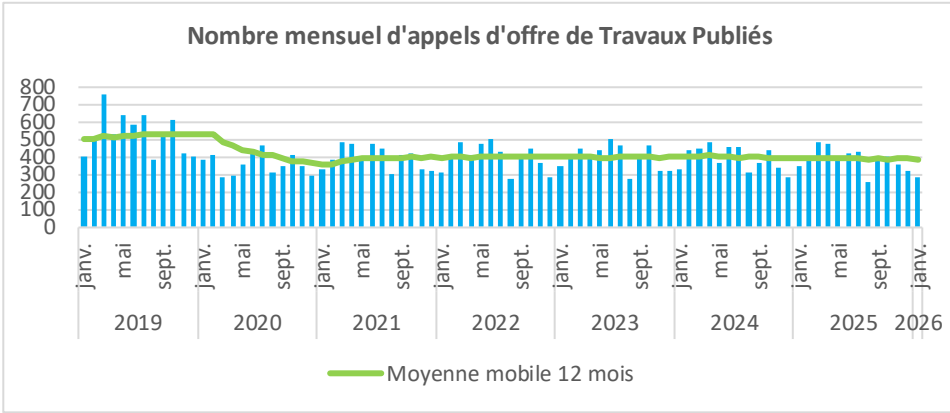


Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à janv. 2026 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 680 AO	-1,8%	▼
dont bâtiment*	2 390 AO	-4,1%	▼
dont TP*	1 670 AO	+0,8%	=
dont pôle local	2 710 AO	-3,8%	▼
dont conseils territoriaux	330 AO	-0,2%	=
dont Etat	510 AO	-11,5%	▼
dont autres	1 130 AO	-7,7%	▼

Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à janv. 2026 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	7,1 Md€	-2,0%	▼
dont bâtiment*	2,7 Md€	+0,6%	=
dont TP*	2,3 Md€	-3,2%	▼
dont pôle local	3,0 Md€	-8,3%	▼
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	-4,7%	▼
dont Etat	0,8 Md€	-15,7%	▼
dont autres	2,7 Md€	+13,1%	▲

*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.



-1,8%

▼

EN 1 AN

APPELS D'OFFRE TRAVAUX
PUBLIÉS

CUMUL 12 MOIS - À FIN JANV. 2026

4 680 AO

-2,0%

▼

EN 1 AN

MONTANT DES APPELS D'OFFRE
TRAVAUX PUBLIÉS

CUMUL 12 MOIS - À FIN JANV. 2026

7 070 M€

La commande publique est en baisse en volume dans la région : 4 680 appels d'offres de travaux ont été publiés sur les douze derniers mois à fin janvier 2026.

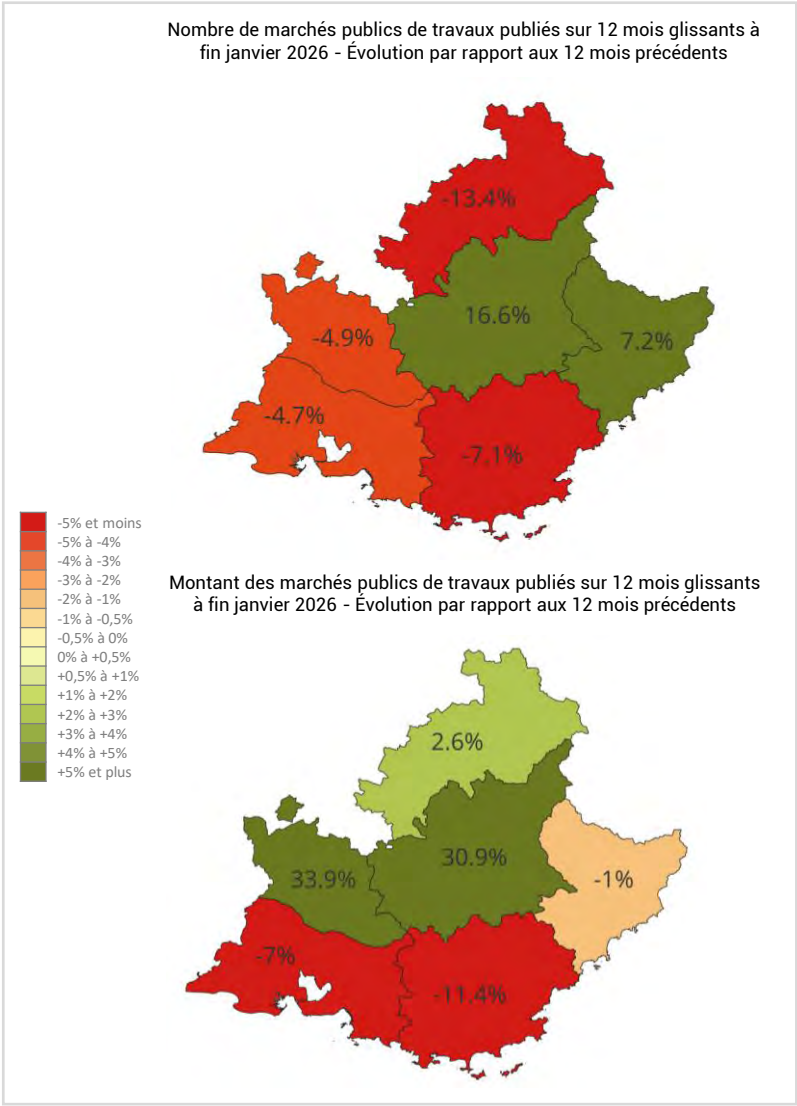
On observe une diminution des marchés du Bâtiment (-4,1%) tandis les marchés de Travaux Publics enregistrent une hausse de +0,8%, illustrant un renversement de tendance par rapport aux années précédentes.

La baisse des achats publics de travaux est également plus visible pour l'État (-11,5%). Le pôle local, principal pourvoyeur de marchés de travaux (58% des marchés publiés dans la région) affiche une baisse, au terme du cycle électoral 2020-2026.

La valeur de la commande publique enregistre également une baisse sur les douze derniers mois. Cette baisse masque toutefois des évolutions contrastées : les marchés de Bâtiment progressent de +0,6%, alors que les TP reculent de -3,2% sur douze mois.



Marchés publics de travaux



À l'échelle territoriale, le **Var** et les **Bouches-du-Rhône** se distinguent par un recul de la commande publique, à la fois en volume (-7,1% et -4,7% de marchés publiés) et en valeur (-11,4% et -7% des montants attribués).

Dans les **Hautes-Alpes** et le **Vaucluse**, le nombre de marchés publiés recule respectivement de -13,4% et -4,9%. Toutefois, la valeur des achats publics progresse dans ces deux départements, avec une hausse de +2,6% dans les **Hautes-Alpes** et de +33,9% dans le **Vaucluse**.

Dans les **Alpes-Maritimes**, le nombre de marchés publiés progresse de +7,2% tandis que leur valeur recule légèrement (-1%).

À l'inverse, dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, le nombre de marchés publiés est en hausse en volume (+16,6%) comme en valeur (+30,9%), sûrement du fait du lancement de gros projets.

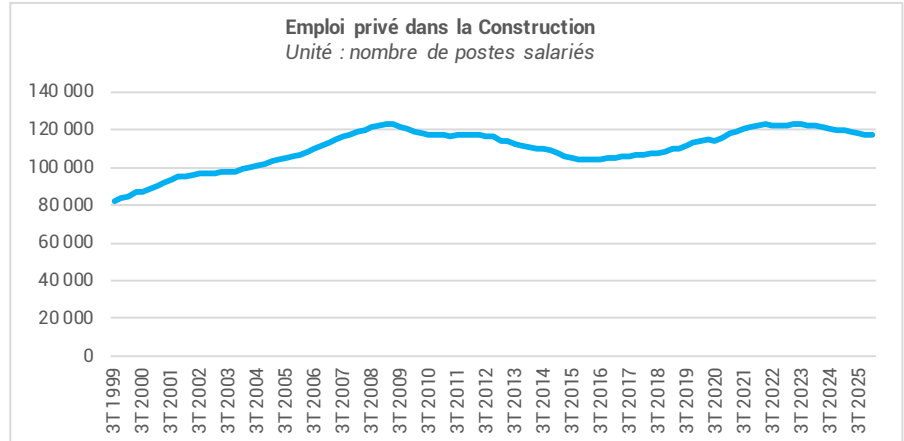




APPAREIL DE PRODUCTION

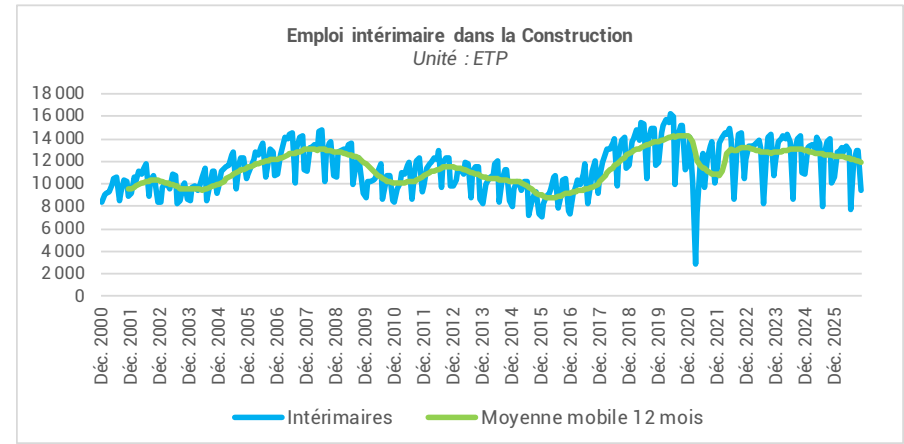
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	117 729 sal.	-1,6%	▼



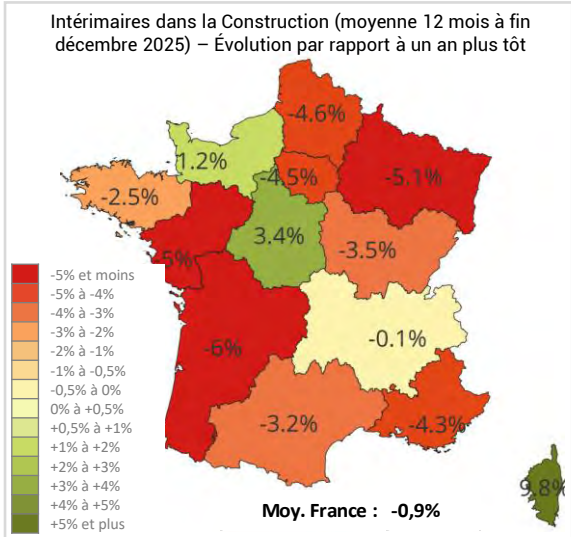
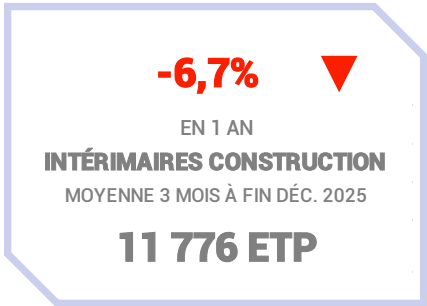
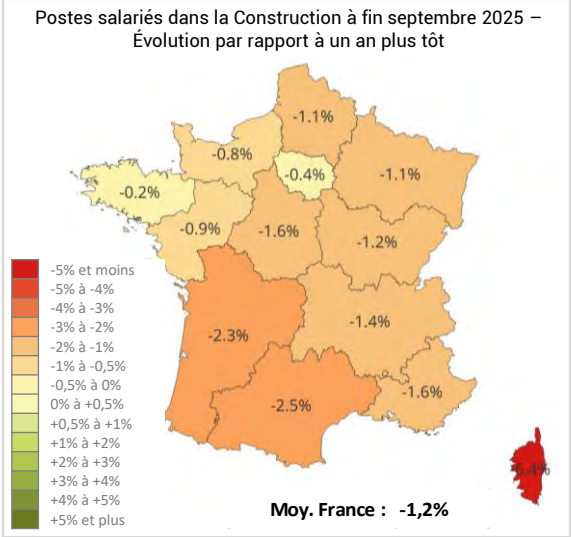
Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié décroît depuis l'été 2023. A fin septembre 2025, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional a chuté de -1,6% comparé à son volume de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Déc. 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Déc. 2025	9 379 ETP	-7,0%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Déc. 2025	11 776 ETP	-6,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Déc. 2025	11 986 ETP	-4,3%	▼



À fin décembre 2025, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, continue de chuter, en vision de court-terme (-6,7% sur les trois derniers mois comparés aux mêmes trois mois de 2024) comme de long-terme (-4,3% en un an sur les douze derniers mois).

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :
Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés
Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

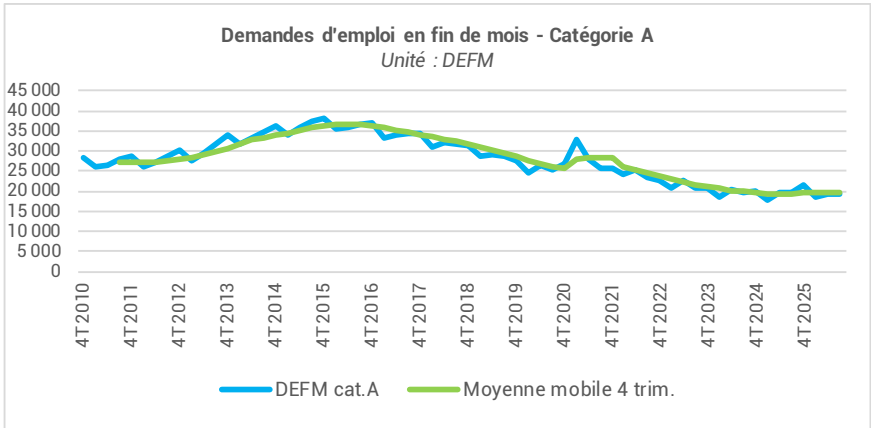




APPAREIL DE PRODUCTION

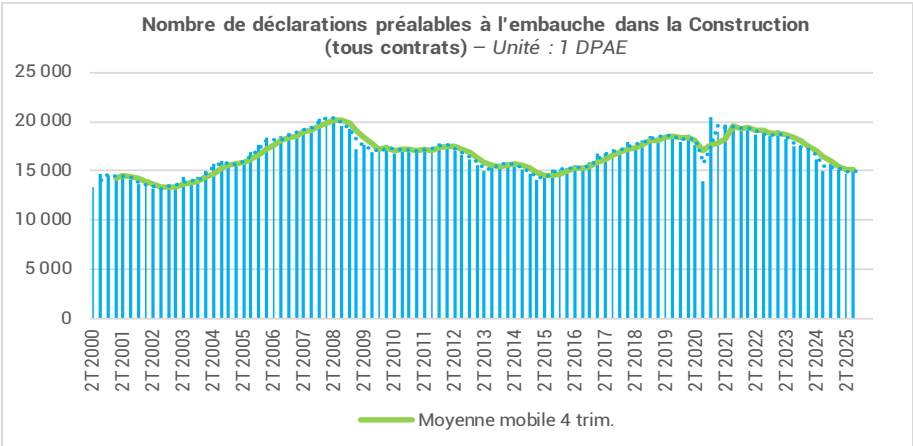
Demande d'emploi et embauches

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	19 142 DEFM	-2,5%	▼
DEFM tous secteurs économiques	286 424 DEFM	+5,7%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	-0,6	▼



Le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction continue de chuter ce 4^{ème} trimestre : -2,5%. Malgré la crise, le marché de l'emploi continue de faire preuve de résilience dans la filière Construction, alors que la dynamique s'affiche beaucoup plus dégradé dans les autres secteurs économiques (+5,7% en un an).

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T2 2025 - Evol 1 an		
Nombre total de DPAE	60 410 DPAE	-8,0%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	6 620 DPAE	-0,7%	=
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	21 960 DPAE	-9,2%	▼
dont CDI	31 820 DPAE	-8,5%	▼

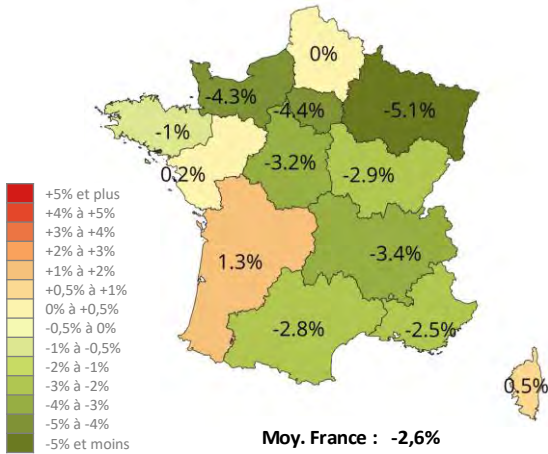


Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche ralentissent dans la Construction : les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF reculent en effet de -8% sur un an, en cumul 12 mois à fin juin 2025 dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité en berne, freinant les recrutements et les créations de postes.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

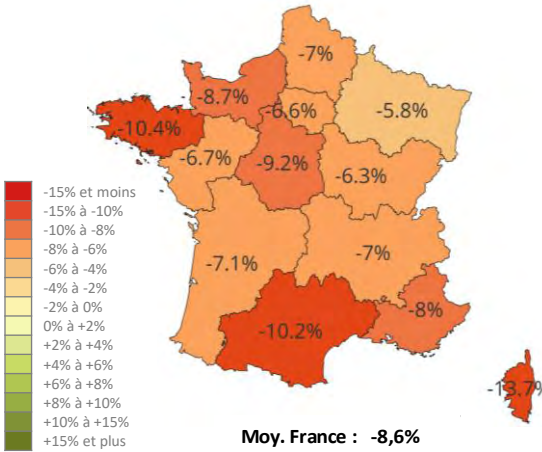
-2,5% ▼
EN 1 AN
**DEMANDEURS D'EMPLOI
CONSTRUCTION**
À FIN 4E TRIM. 2025
19 142 DEFM

Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin décembre 2025
Évolution par rapport à un an plus tôt



-8,0% ▼
EN 1 AN
**DÉCLARATIONS PRÉALABLES À
L'EMBAUCHE DANS LA
CONSTRUCTION**
CUMUL 12 MOIS À FIN JUIN 2025
60 410 DPAE

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur
12 mois glissants à fin juin 2025 – Évolution par rapport aux 12
mois précédents



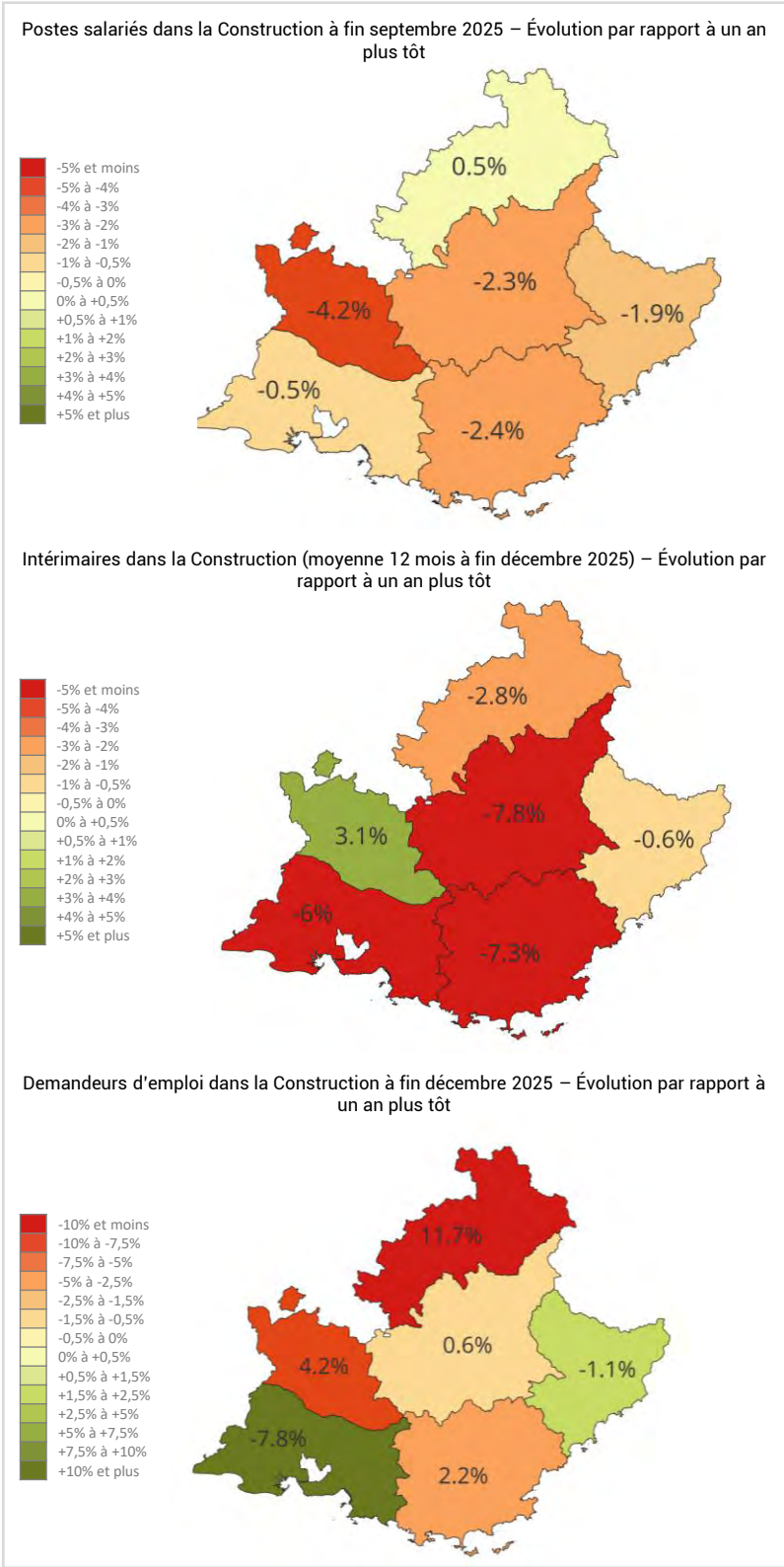
Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)



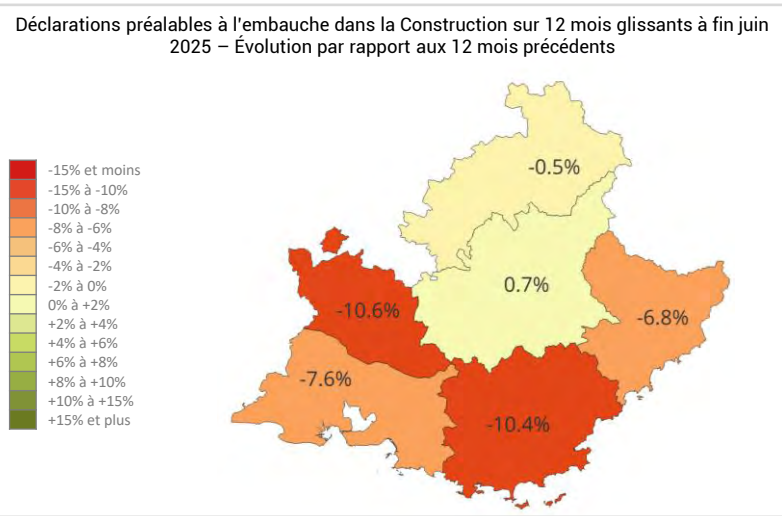
APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches



L'emploi-salarié dans la filière Construction recule dans tous les départements, à l'exception des Hautes-Alpes, à plus ou moins forte intensité, alors que le nombre de demandeurs d'emploi dans le secteur varie de -1% à +12% selon les territoires (hors Bouches-du-Rhône). Les déclarations préalables à l'embauche par les entreprises de la Construction marquent un repli qui s'étale de -7% à -11% (sauf dans les départements alpins, plus résilients) et l'emploi intérimaire Construction freine dans quasiment tous les départements, hormis le Vaucluse.

Le département des **Bouches-du-Rhône** se démarque des autres avec une nette diminution des demandeurs d'emploi dans le secteur Construction (-7,8%), ce qui ne signifie pas forcément un maintien ou une progression de l'emploi dans le secteur mais probablement un « transfert » de cette main-d'œuvre disponible vers d'autres filières (l'Industrie notamment), alors que l'activité Construction reste en berne dans le département.



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources :
Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés
Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)
DEEM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes
DPAE : URSSAF (données cvs)

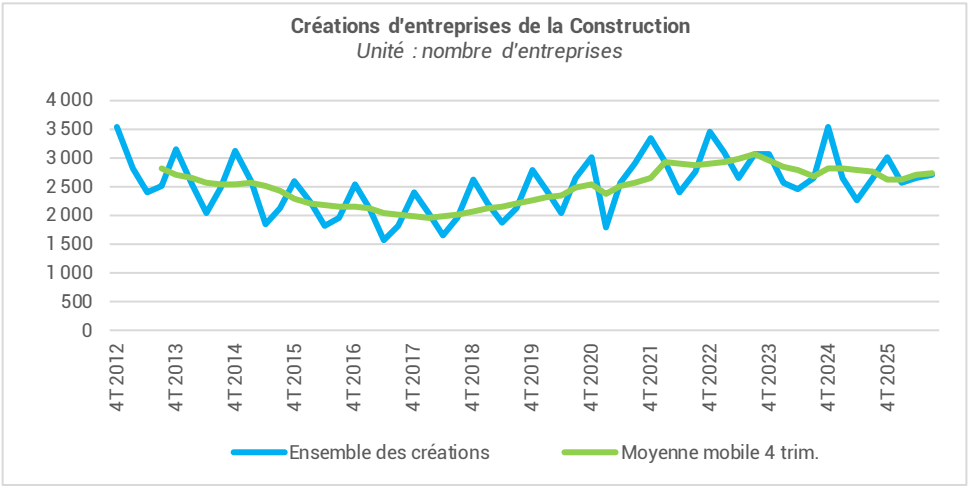
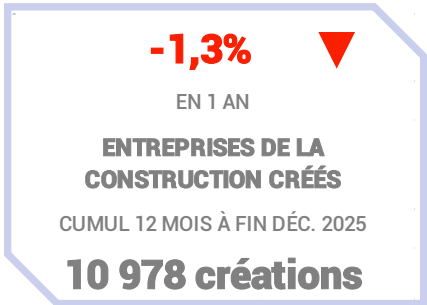




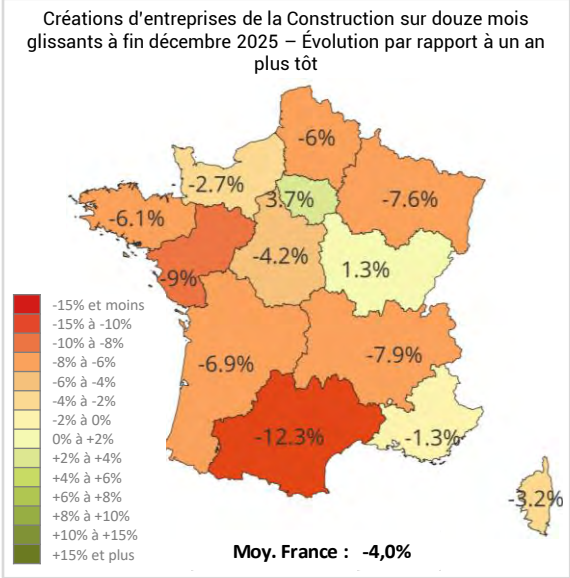
APPAREIL DE PRODUCTION

Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4e trim. 2025 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	2 715 créations	+2,4%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	980 créations	+1,0%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	10 978 créations	-1,3%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	4 002 créations	-0,1%	=



L'année 2025 montre un léger recul au niveau des créations d'entreprises après un regain en 2024. Toutefois, on observe une hausse en ce dernier trimestre de l'année (+2,4%).



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source : INSEE (données brutes)





APPAREIL DE PRODUCTION

Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4e trim. 2025 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	349 défaillances	-19,8%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 370 défaillances	-12,8%	▼

-12,8%

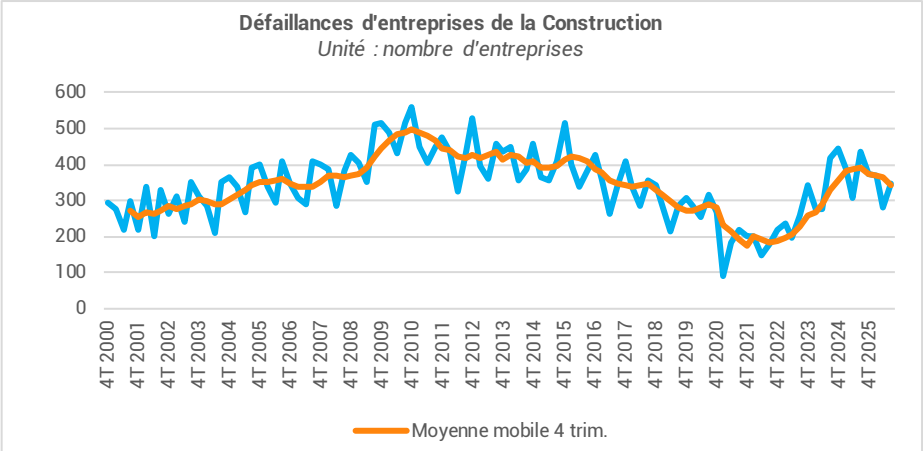
▼

EN 1 AN

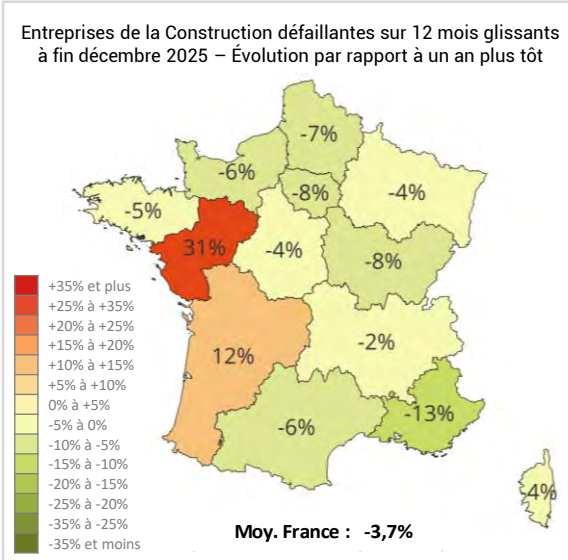
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION

CUMUL 12 MOIS À FIN DÉC. 2025

1 370 défaillances



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sur les douze derniers mois à fin décembre 2025, la Banque de France a recensé 1 370 défaillances d'entreprises dans la région, en recul -12,8% comparé à l'année précédente. Cette baisse se faisant à partir d'un niveau très haut, les volumes de défaillances restent encore particulièrement élevés.

À noter : la Banque de France ne fournit désormais plus de données détaillées concernant les effectifs salariés des entreprises défaillantes. Les informations présentées sont donc limitées aux données disponibles.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 230 logts	+51,4%	▲
Mises en chantier logements	750 logts	+23,4%	▲
Mise en ventes de logements	170 logts	+46,2%	▲
Réservations de logements	110 logts	+42,5%	▲
Autorisations locaux	80 mill. m²	-0,6%	►
Mises en chantier locaux	38 mill. m²	+6,2%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-1,1%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-2,7%	▼
BPE	129 460 m3	+2,9%	▲
Nombre Appels Offre publiés	320 AO	+16,6%	▲
Montant Appels Offre publiés	370 M€	+30,9%	▲
Salariés	3 352 sal.	-2,3%	▼
Intérimaires	351 ETP	-4,9%	▼
Dem. d'emplois	630 DEFM	+0,6%	►

Alpes-Maritimes

		Evol N-1	
Autorisations logements	4 310 logts	-7,4%	▼
Mises en chantier logements	4 280 logts	+13,9%	▲
Mise en ventes de logements	1 020 logts	-18,2%	▼
Réservations de logements	1 550 logts	+2,6%	▲
Autorisations locaux	235 mill. m²	-30,3%	▼
Mises en chantier locaux	131 mill. m²	+63,8%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,2%	►
Activité cumulée Travaux Publics		+1,3%	▲
BPE	577 700 m3	-15,2%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 050 AO	+7,2%	▲
Montant Appels Offre publiés	1700 M€	-1,0%	►
Salariés	24 146 sal.	-1,9%	▼
Intérimaires	2 321 ETP	+0,1%	►
Dem. d'emplois	4 000 DEFM	-1,1%	▼

Var

		Evol N-1	
Autorisations logements	6 140 logts	+3,2%	▲
Mises en chantier logements	4 620 logts	+21,5%	▲
Mise en ventes de logements	1 310 logts	+9,1%	▲
Réservations de logements	1 020 logts	-19,8%	▼
Autorisations locaux	359 mill. m²	-4,4%	▼
Mises en chantier locaux	241 mill. m²	+15,8%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+6,0%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+5,7%	▲
BPE	641 580 m3	-13,8%	▼
Nombre Appels Offre publiés	990 AO	-7,1%	▼
Montant Appels Offre publiés	1310 M€	-11,4%	▼
Salariés	22 667 sal.	-2,4%	▼
Intérimaires	1 980 ETP	-10,5%	▼
Dem. d'emplois	3 822 DEFM	+2,2%	▲

Hautes-Alpes

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 280 logts	-0,5%	►
Mises en chantier logements	1 000 logts	-7,6%	▼
Mise en ventes de logements	270 logts	-2,9%	▼
Réservations de logements	320 logts	+16,2%	▲
Autorisations locaux	86 mill. m²	+28,5%	▲
Mises en chantier locaux	40 mill. m²	-40,2%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+1,8%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+0,6%	►
BPE	81 430 m3	-24,8%	▼
Nombre Appels Offre publiés	320 AO	-13,4%	▼
Montant Appels Offre publiés	350 M€	+2,6%	▲
Salariés	3 961 sal.	+0,5%	►
Intérimaires	773 ETP	+1,0%	►
Dem. d'emplois	392 DEFM	+11,7%	▲

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1	
Autorisations logements	10 970 logts	+8,5%	▲
Mises en chantier logements	7 920 logts	+0,6%	►
Mise en ventes de logements	1 880 logts	+34,3%	▲
Réservations de logements	1 870 logts	-6,1%	▼
Autorisations locaux	1 360 mill. m²	+14,1%	▲
Mises en chantier locaux	648 mill. m²	+11,1%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+10,5%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+4,7%	▲
BPE	940 320 m3	-9,7%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 440 AO	-4,7%	▼
Montant Appels Offre publiés	2250 M€	-7,0%	▼
Salariés	50 876 sal.	-0,5%	►
Intérimaires	5 238 ETP	-11,0%	▼
Dem. d'emplois	7 969 DEFM	-7,8%	▼

Vaucluse

		Evol N-1	
Autorisations logements	3 820 logts	+68,7%	▲
Mises en chantier logements	2 100 logts	-7,0%	▼
Mise en ventes de logements	360 logts	+79,1%	▲
Réservations de logements	210 logts	-42,8%	▼
Autorisations locaux	357 mill. m²	-20,5%	▼
Mises en chantier locaux	158 mill. m²	-35,9%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+8,6%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+7,8%	▲
BPE	337 670 m3	-5,8%	▼
Nombre Appels Offre publiés	510 AO	-4,9%	▼
Montant Appels Offre publiés	840 M€	+33,9%	▲
Salariés	12 727 sal.	-4,2%	▼
Intérimaires	1 113 ETP	+3,4%	▲
Dem. d'emplois	2 330 DEFM	+4,2%	▲

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)
-SDES, ECLN (données brutes)

-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
-FNTF/INSEE
-Enquête FRTF/CERC
-UNICEM (données brutes)

-VecteurPlus
-ACOSS-URSSAF (données cvs)
-DARES (données brutes)
-INSEE (données brutes)
-Banque de France (données brutes)

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin janv. 2026
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin janv. 2026
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2025 comparé au 4e trim. 2024 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 4e trim. 2025 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin nov. 2025
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin janv. 2026
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 3e trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin déc. 2025
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 4e trim. 2025

Avec le concours des Membres de la CERC



Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr